

Le processus de libéralisation et la crise ivoirienne

*Une mise en perspective
à partir du cas des filières agricoles*

Bruno Losch
Sandrine Mesplé-Somps
Jean-Pierre Chauveau
Bernard Contamin

version finale
Janvier 2003
Cirad-Tera
N° 06/03



Cette note d'analyse a été rédigée par :

Bruno Losch, Cirad-Tera,
Sandrine Mesplé-Somps, Dial-IRD,
Jean-Pierre Chauveau, IRD,
Bernard Contamin, université de Pau et des pays de l'Adour,

sous la coordination de Bruno Losch et Sandrine Mesplé-Somps.

Elle a bénéficié des commentaires de Philippe Hugon, université de Paris X - Nanterre, François Aka et Denis Cogneau, Dial-IRD.

La collecte de l'information relative aux filières agricoles a été permise grâce au concours d'E. Cheyns, O. Deheuvels, Ph. Petithuguenin, Ph. Aguilar, C. Montagnon et J-M. Eschbach (Cirad-CP), P. Bourgeois (Cirad-Flhor), M. Fok et F. Lançon (Cirad-CA), B. Dorin (Cirad-Amis) et S. Tazi (Cirad-Tera).

Une première version de cette note datée de fin décembre 2002 a été présentée et débattue le 13 janvier 2003 au ministère des Affaires étrangères, puis complétée et amendée selon les recommandations du maître d'ouvrage.

Sommaire

SYNTHESE	iii
I. LE POIDS DU CONTEXTE DE CRISE : ÉROSION D'UN MODÈLE ET RUPTURES SOCIO-POLITIQUES	2
A. DÉCLASSEMENT INTERNATIONAL ET BLOCAGES ÉCONOMIQUES STRUCTURELS	2
B. LA REMISE EN CAUSE DES COMPROMIS NATIONAUX FONDATEURS	4
C. LA CRISE DE LÉGITIMITÉ DU POLITIQUE	5
II. LES FILIÈRES AGRICOLES, DOMAINE PRIVILÉGIÉ DU PROCESSUS DE LIBÉRALISATION : UNE RECOMPOSITION DE LA CONFIGURATION ÉCONOMIQUE CONTRIBUANT À L'INSTABILITÉ	7
A. LES OBJECTIFS DE LA LIBÉRALISATION	7
B. L'ÉMERGENCE D'OLIGOPOLES PRIVÉS SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER	9
C. DES RÉSULTATS TECHNO-ÉCONOMIQUES FRAGILES	11
D. UNE MISE EN ŒUVRE À L'ORIGINE D'UN DÉFICIT DE RÉGULATION ET DE GOUVERNANCE	15
III. UN RÉFORMISME STANDARD INADAPTÉ AUX DÉFIS IVOIRIENS	16
A. L'APPROFONDISSEMENT DES CRISES SOCIALE ET RURALE	16
1. <i>Une crise sociale résultant de l'explosion de la pauvreté et des inégalités</i>	16
2. <i>Une crise de la ruralité marquée par l'ethnicisation des tensions foncières</i>	18
B. UNE LIBÉRALISATION À COURTE VUE	20
1. <i>La persistance des blocages structurels</i>	20
2. <i>La question des mises en œuvre et l'érosion du rôle de régulation de l'État</i>	21
ANNEXES	23

SYNTHESE

1. La crise ouverte que connaît la Côte d'Ivoire depuis septembre 2002 a constitué **une surprise apparente**. Le pays, suite à la difficile transition postérieure au premier coup d'État de son histoire (décembre 1999), semblait s'acheminer vers une normalisation tant sur le plan politique qu'économique. Le Forum de réconciliation nationale de la fin 2001, des élections locales pluralistes et un gouvernement dit d'union en 2002, ainsi qu'une conjoncture plus favorable - hausse des cours du cacao et normalisation des relations avec les bailleurs de fonds internationaux (interrompues depuis 1999) - offraient apparemment des perspectives nouvelles.

Pourtant, la reprise économique n'était pas au rendez-vous (tant en termes d'investissements que de consommation), traduisant **un climat de défiance de la plupart des agents économiques**. Car, pour les observateurs plus attentifs, **la montée des tensions** était palpable : la poursuite des violences politiques et une fuite en avant dans une logique identitaire attestaient d'une réconciliation nationale et d'**une ouverture en trompe l'œil**. Ce délitement s'accompagnait de violents conflits fonciers et de graves désordres dans la gestion économique, en particulier dans celle du secteur café-cacao, stratégique pour l'économie nationale mais marqué par de nombreuses malversations impliquant plusieurs protagonistes du jeu politique. Cette dégradation du climat intérieur a débouché sur une situation de guerre civile ouverte dans un pays longtemps présenté comme un modèle de développement, où le poids de l'assistance technique française avait été dominant. Les risques majeurs d'effondrement national et de déstabilisation de toute la sous-région ont et auront des conséquences sur la croissance de l'UEMOA.

2. Le risque actuel d'implosion de la Côte d'Ivoire constitue en fait **l'expression récurrente d'une grave crise économique, sociale et politique, engagée dès le début des années 1980**, qui résulte de l'essoufflement puis des nombreux blocages du modèle de croissance économique et du mode de régulation politique qui lui est lié. Cette crise, dont les racines plongent dans un temps long bien antérieur à la libéralisation, a été renforcée par les conditions de l'ajustement structurel. En accélérant la rupture des compromis économiques et sociaux fondateurs à la base du pouvoir politique, l'ajustement a contribué à l'explosion de la pauvreté - avec une chute de moitié du revenu par tête - à l'origine d'une montée rapide des tensions intérieures, radicalisées par la lutte pour la succession de F. Houphouët-Boigny.

La classe politique s'est avérée incapable de trouver des solutions à la crise et de refonder un projet national mieux à même de répondre aux nouvelles réalités du pays et de son insertion internationale. **Le débat a très vite été monopolisé par une rhétorique ethno-nationaliste**, cristallisée par la large médiatisation du concept d'ivoirité, qui a renforcé les clivages au sein de la société ivoirienne. Ce discours, d'abord à usage politique, a trouvé un écho favorable parmi les classes urbaines frappées de plein fouet par la crise économique ; mais aussi parmi les populations rurales autochtones du Sud forestier (notamment du Centre-Ouest et du Sud-Ouest) qui nourrissaient un antagonisme ancien à l'égard des migrants, engagés depuis plusieurs décennies dans le développement de l'économie de plantation du café et du cacao grâce aux facilités et aux protections offertes par l'État pour l'accès à la terre.

La fracture dans l'ordre républicain lors du putsch de 1999 et son acceptation par la classe politique, les dérives de la période de transition, la faible légitimité du nouveau pouvoir présidentiel, **le développement rapide de l'impunité et le délitement de l'État** ont favorisé le développement des extrémismes. Parallèlement, le sentiment d'injustice et les désillusions vis-à-vis d'une classe dirigeante dévoyée ont radicalisé les frustrations et insidieusement instillé le sentiment que la recherche de compromis à l'échelle nationale était inutile, voire dommageable pour les intérêts particuliers des différentes composantes du corps social, contribuant ainsi à l'exacerbation des crispations régionalistes.

3. En regard de cet enchaînement fatal, **les politiques de libéralisation imposées par les bailleurs de fonds correspondent à un réformisme standard**. Elles relèvent d'un schéma importé dont les objectifs sont simples et reposent sur quelques postulats élémentaires : l'efficacité d'une régulation par le marché ; la nécessité d'un État circonscrit à ses fonctions régaliennes et à la prise en charge des défaillances de marché. En Afrique, ce référentiel s'est trouvé renforcé par la mise en avant des dysfonctionnements de la gestion publique, à l'origine d'une délégitimation de l'État, et du biais urbain des classes dirigeantes issues des indépendances supposé expliquer les contre-performances agricoles du continent. Ainsi, afin d'assainir la situation économique et de relancer la croissance, l'agenda de la libéralisation reposait structurellement sur la double nécessité de sortir de l'inefficacité de la gestion publique et de rééquilibrer les incitations au profit du secteur rural.

Sur cette base, les réformes de stabilisation et de libéralisation mises en œuvre en Côte d'Ivoire sont fondées sur un diagnostic de situation pertinent à plusieurs égards : l'État ivoirien ne pouvait maintenir les niveaux et les orientations du début des années 1980 en matière d'investissements publics, du fait de leur faible productivité liée à leur caractère « prestigieux », à des choix techniques démesurés dans les secteurs productifs et à l'absence de contrôle dans la réalisation des projets, à l'origine de véritables gouffres financiers ; le système bancaire national devait être assaini ; les sources de la croissance devaient être diversifiées, notamment en améliorant la compétitivité de l'économie via la dévaluation, la baisse des coûts salariaux et la lutte contre les inefficacités de marché ; l'environnement des affaires devait être amélioré par une meilleure assise du droit et par la lutte contre les comportements de recherche de rente.

La libéralisation des filières agricoles ne fait pas exception et n'a pas reposé sur des objectifs spécifiques. Elle s'inscrit dans le cadre général des réformes dont elle ne constitue qu'une application sectorielle ; mais son importance est renforcée par le caractère stratégique du secteur agricole et agro-industriel dans l'économie nationale et par l'objectif d'augmentation du pouvoir d'achat des producteurs agricoles.

4. Cependant, **ces objectifs de la libéralisation se sont avérés largement inadaptés à l'ampleur des défis ivoiriens**. Les résultats des réformes sont restés très mitigés et ambigus et le processus d'ajustement et de libéralisation a contribué à renforcer les dimensions politiques, économiques et sociales de la crise structurelle, tant en milieu urbain que rural. Plutôt que d'incriminer une mise en œuvre insuffisante et la lenteur des réformes, qui constituent la lecture explicative habituelle, il apparaît que les politiques de libéralisation ont d'abord et surtout pêché par **leur simplisme, leur dogmatisme et leur vision de court terme**. Elles ont aussi pêché par **manque de préparation et d'accompagnement**. Plusieurs registres d'explication peuvent être mobilisés.

41. Il s'agit tout d'abord d'**une mauvaise prise en compte des rigidités créées par le modèle de croissance et des handicaps rédhibitoires du pays dans une économie ouverte**. Le choix de spécialisation de la Côte d'Ivoire s'est heurté à la reconfiguration de l'environnement international, à l'origine d'un double déclassé de l'ordre économique et géopolitique, entraînant un affaiblissement de la position ivoirienne sur les marchés internationaux de matières premières et de capitaux ; alors que le pays était confronté simultanément à une poussée démographique exceptionnelle.

Quatre grands points de blocage structurel n'ont pu ainsi être résolus : l'épuisement du modèle de croissance de l'agriculture de plantation, basé sur des fronts pionniers alimentés par des migrations, et l'échec d'une diversification effective des productions (faute d'accès au capital) ; une dépendance renouvelée des exportations agricoles liée à la faible amélioration de la compétitivité des autres branches ; la dépendance de facteurs de production importés (main-d'œuvre, expertise, aide internationale publique et - faute d'une mobilisation suffisante de l'épargne nationale - capitaux privés) ; enfin, la faible accumulation en capital humain, malgré les efforts consentis durant les années 1970, accentuée par l'ampleur de la poussée démographique et la pression sur la demande de services sociaux, eux-mêmes contraints par les mesures de stabilisation.

Ces blocages, grevant de façon rédhibitoire la compétitivité du pays, posent la question de la pertinence de politiques de libéralisation tous azimuts, d'autant plus que les conditions de l'insertion internationale étaient défavorables. Ils renvoient aussi à la viabilité d'un ajustement par une baisse drastique des dépenses publiques alors que l'appareil fiscal de l'État n'était pas renouvelé.

42. Il s'agit ensuite du **biais analytique inhérent aux programmes de libéralisation résultant de la déconnexion, dans leur conception, des champs du politique et de l'économique**. Or la situation ivoirienne illustre parfaitement l'enchevêtrement fondamental entre ces deux dimensions, puisque les ressorts de la croissance reposaient sur un jeu d'alliances qui liait le pouvoir d'État avec la catégorie des planteurs, les opérateurs économiques étrangers, les populations migrantes et les populations autochtones et, enfin, avec la petite bourgeoisie urbaine émergente.

L'érosion du modèle de croissance résultant des blocages économiques structurels, renforcés par l'impact de l'ajustement, a, de toute évidence, privé le gouvernement de ses marges de manœuvre en le mettant dans l'impossibilité de contenir les diverses revendications catégorielles, régionales, politiques et des jeunes générations. La rupture successive des différents compromis fondateurs - dont la plus symbolique est le sacrifice des prix garantis aux planteurs - a débouché sur un délitement rapide de l'ensemble de l'édifice socio-politique au tournant des années 1990, correspondant à la difficile fin de règne d'un Houphouët-Boigny qui était otage des jeux clientélistes qu'il avait institués. Les nouvelles alliances de la classe dirigeante avec le secteur privé étranger à l'occasion des privatisations, sa fuite en avant dans l'affairisme et la poursuite de politiques inégalitaires sur le plan social (que la reprise économique du milieu des années 1990 aurait pourtant permis de corriger) ont renforcé les clivages et les logiques d'exclusion, légitimées par le recours à l'idéologie de l'ivoirité.

Ce biais rédhibitoire dans la conception des programmes, caractérisé par une vision restrictive du champ politique, explique **l'absence d'anticipation des impacts des réformes par les bailleurs de fonds, l'absence de mise en œuvre d'un principe de précaution et le caractère inapproprié et insuffisant des mesures d'accompagnement**. Cette intrication des phénomènes permet aussi de comprendre les nombreuses résistances et les pratiques de contournement des réformes de la part des autorités politiques.

43. Le dernier registre explicatif, enfin, concerne **la sous-estimation des inerties de structure et du caractère très incomplet des marchés des facteurs**, particulièrement mis en évidence dans le cas de la libéralisation des filières agricoles. En effet, en regard de l'objectif de concurrence garantissant l'efficacité des marchés libéralisés, les choix techniques et organisationnels antérieurs se sont avérés particulièrement contraignants. L'option dualiste qui avait consisté à créer de toutes pièces de nouvelles filières agro-industrielles intégrées à capitaux et gestion para-publics, parallèlement au maintien d'une agriculture paysanne « traditionnelle », a créé des rigidités récurrentes liées aux choix techniques (en particulier la taille des unités industrielles). Simultanément, l'absence de marchés du crédit, des intrants et des prestations de services, internalisés dans l'organisation des filières, empêchaient l'émergence d'opérateurs économiques privés autonomes. Ce biais était renforcé par les obstacles mis en place par le pouvoir politique vis-à-vis des organisations coopératives, dont le développement aurait compromis l'organisation hiérarchique des filières et les alliances avec les opérateurs économiques étrangers (particulièrement dans le secteur café-cacao).

Ainsi, **le processus de libéralisation et de privatisation n'a pas pu déboucher sur un nouvel environnement concurrentiel. Les anciens monopoles publics et para-publics ont été remplacés par des oligopoles privés**, souvent très concentrés et majoritairement sous contrôle de grandes firmes étrangères, bouleversant le paysage économique ivoirien. **Cette évolution a contribué à la croissance des asymétries entre opérateurs économiques au détriment des opérateurs nationaux** ; elle s'est traduite par l'élimination des entreprises privées nationales émergentes ; mais elle laisse aussi entier le problème récurrent de l'organisation des marchés des facteurs dont le mauvais fonctionnement constitue un obstacle majeur au développement de l'initiative privée.

5. L'exemple des filières agricoles fait apparaître **le processus de libéralisation comme un facteur aggravant de l'instabilité**. Les résultats techno-économiques sont fragilisés par **une connexion accrue à des marchés internationaux défavorables** qui ont gommé l'effet incitatif de la dévaluation du franc CFA pour les producteurs. **Les inerties de structure n'ont pas permis un changement réel des conditions de la compétitivité** : les coûts intérieurs ont été peu modifiés ; les volumes restent liés au potentiel productif existant ; l'incertitude de l'environnement économique pèse en revanche sur la qualité des productions. **Cette incertitude du contexte et des nouvelles règles du jeu a renforcé la précarité de la situation des producteurs agricoles** dont les revenus sont désormais plus instables, sans pour autant que la répartition de la valeur ajoutée soit véritablement modifiée à leur profit, alors qu'il s'agissait d'un objectif central de la libéralisation. Quant à la durabilité des

systèmes productifs, les anticipations négatives de nombreux agents économiques posent la question de son maintien à moyen terme.

Plus généralement, les réformes n'ont pas été en mesure de répondre à l'ampleur de la crise sociale et les mesures d'ajustement structurel apparaissent comme un facteur d'accélération. Avec **un triplement du taux national de pauvreté** au cours des quinze dernières années (de 10 à 31%), la pauvreté s'est diffusée dans l'ensemble du pays. Cet effondrement des revenus et les retours au village de citoyens en échec ont en outre contribué à stigmatiser les étrangers dans tout le Sud forestier, notamment les Burkinabès, qui étaient mieux à même de s'ajuster à la dégradation des conditions de production et de vie (grâce entre autres à une main-d'œuvre familiale plus nombreuse et moins exigeante). Dans le Centre-Ouest et le Sud-Ouest, la crise du modèle pionnier s'est accompagnée de la remise en cause des conventions foncières entre autochtones et migrants, qui avaient été suscitées auparavant par les autorités. Parallèlement, les populations urbaines subissaient le contrecoup de l'assainissement des budgets publics (blocage des salaires, fin des avantages sociaux, revalorisation des prix des services publics) et voyaient leur niveau de vie régresser brutalement et se rapprocher de celui du milieu rural.

En ne contribuant ni à l'amélioration des conditions de vie des ruraux, ni à l'endiguement de la crise urbaine, ni plus généralement aux attentes des jeunes générations, principales victimes de la crise, **les réformes libérales ont laissé le champ libre aux frustrations sociales qui constituaient un terreau favorable pour les dérives ethno-nationalistes des années 1990.**

6. En conclusion, **la priorité accordée au court terme a conduit à une inefficacité des politiques de libéralisation**, tant par défaut dans la mesure où les blocages structurels ne sont pas abordés de front, que par excès en raison de mises en œuvre trop brutales. Les aubaines conjoncturelles n'ont pu être consolidées, les finances publiques restent structurellement dépendantes des facteurs internationaux et l'assise fiscale de l'État n'a cessé de se réduire. La faiblesse du tissu bancaire, le manque de formation de la main-d'œuvre, l'insuffisance de l'investissement direct étranger - conséquence des tensions politiques - et l'absence de politiques ambitieuses de financement interne n'ont pas permis d'atteindre un régime de croissance soutenu à même de répondre à l'évolution démographique et de sortir de l'enlisement.

Surtout, **la délégitimation de l'État apparaît comme une conséquence directe des réformes de libéralisation et des ajustements budgétaires.** Les mesures prises ont entraîné une forte dégradation du fonctionnement des structures régaliennes de l'État (corruption, délitement de la justice, de la police et de la sécurité), une baisse de ses capacités de contrôle et de programmation stratégique et une quasi-absence de politiques d'accompagnement du processus de libéralisation, pourtant indispensables au succès et à la pérennité des réformes.

7. Aujourd'hui, en Côte d'Ivoire, **la reconstruction nationale impose de dépasser les luttes de faction pour le contrôle du pouvoir afin de refonder un projet stratégique à même de relever les défis d'un pays « déclassé ».** Une telle démarche repose sur l'élaboration d'un diagnostic concerté, la définition des marges de manœuvre et la formulation d'alternatives qui permettront d'établir des programmes d'action. **La volonté du personnel politique sera décisive** ; il devra en particulier admettre - enfin - les nouveaux équilibres socio-politiques et mettre en place, en conséquence, des politiques sociales moins inégalitaires (ne privilégiant

plus seulement Abidjan et favorisant l'accès des plus pauvres au crédit, à l'école et à la santé) et des mesures de soutien à une population jeune et éduquée actuellement en mal d'avenir. Simultanément, **le concours de la communauté internationale sera déterminant**, tant sur le plan technique que financier, sous réserve qu'il évite les impasses auxquelles conduisent les solutions « préfabriquées ». **Le préalable global** reste cependant, à l'évidence, **la restauration de la paix civile** ; et celle-ci ne pourra être rétablie que par **la sortie du cycle de l'impunité** qui signifie **la restauration de l'État** et de ses structures régaliennes et **l'accord sur des principes de légitimité reconnus**.

Tous les efforts devraient être portés sur la réhabilitation des politiques publiques – à ne pas confondre avec des politiques étatiques – qui sont par essence l'expression de choix basés sur des compromis nationaux qui doivent être refondés. Leur élaboration nécessite des outils d'aide à la décision en termes d'information stratégique, le renforcement des capacités d'analyse et de contrôle de l'État, l'organisation de la concertation, mais aussi le renforcement des capacités de propositions des agents économiques et des instances représentatives locales et nationales (par l'information et la formation).

Dans le domaine rural, l'attention devrait être portée en particulier sur **le caractère de plus en plus « rurbain » des campagnes** (par la promotion d'activités non exclusivement agricoles), sur **les difficultés d'insertion des jeunes** (par la transmission des droits fonciers intrafamiliaux et entre générations, par l'appui aux activités villageoises), sur **le rétablissement de la confiance entre autochtones et migrants** (par la mise en œuvre de la législation foncière rurale et son réexamen possible dans une perspective pragmatique, tant sur le plan économique que socio-politique, sachant que beaucoup de problèmes d'efficacité du système productif ne sont pas imputables aux régimes fonciers locaux et qu'un changement légal impliquerait un coût et des capacités institutionnelles élevés et n'est réaliste que s'il est accepté).

La mise en œuvre de ces réformes (parmi d'autres envisageables pour répondre à l'ampleur des blocages structurels accumulés) impliquera, enfin, une mobilisation des capacités de financement nationales qui ne pourra être acquise que par **une profonde réforme du système fiscal** afin de faire contribuer au mieux la collectivité nationale à l'effort de reconstruction puis de développement.

NOTE D'ANALYSE

I. Le poids du contexte de crise : érosion d'un modèle et ruptures socio-politiques

Avec près de 40% du PIB de l'UEMOA en 2001, la Côte d'Ivoire est toujours le poids lourd de la sous-région. Mais cette position économique masque une grande fragilité liée aux politiques suivies depuis l'indépendance. En effet, la stratégie de développement du pays s'est inscrite dans la continuité des choix de spécialisation du modèle colonial reposant sur l'exportation de produits agricoles et forestiers, alors que le contexte national et international connaissait de profonds changements.

A. Déclassement international et blocages économiques structurels

La spécialisation du pays a longtemps été payante dans la mesure où la Côte d'Ivoire a bénéficié d'un régime de protection de fait de près de cinquante ans (1930-80), qui a préservé les conditions de son insertion internationale : à la protection douanière dans le cadre colonial ont succédé des accords commerciaux préférentiels avec la France puis la CEE et la mise en place des accords internationaux sur les produits de base, qui garantissaient une stabilité relative mais réelle des marchés.

Or le pays a été victime au cours des années 1980 d'un phénomène de double déclassement, correspondant à son entrée dans l'ère de la mondialisation, malgré le maintien durant toute la décennie du soutien français qui a provoqué un effet retard. Le premier déclassement, d'ordre économique, correspond au dépérissement des accords internationaux qui a accompagné une reconfiguration radicale des marchés, avec le passage d'oligopoles d'États-nations à des oligopoles privés de grandes firmes mondiales, conséquence du mouvement de libéralisation. Il s'est traduit par un décrochage des prix internationaux du café et du cacao et l'entrée dans une phase de forte instabilité auxquels le système de stabilisation des prix ivoirien n'a pas résisté.

Le second déclassement, de nature géopolitique, résulte du nouvel ordre mondial marqué par la fin de la guerre froide, qui a fait perdre à la Côte d'Ivoire son rôle de relais de la politique africaine de la France, elle-même relais du camp occidental sur le continent. Après plusieurs années de résistance, l'alignement de la France sur les orientations des institutions de Bretton-Woods (déclaration Balladur de l'automne 1993), puis la dévaluation du franc CFA de janvier 1994 ont marqué la fin d'une exception et une érosion du statut « privilégié » du pays sur l'échiquier mondial, malgré la poursuite du soutien international (notamment l'accès à l'initiative PPTE).

Ces changements rapides ont profondément exacerbé les tensions internes issues d'une dégradation accélérée du modèle de spécialisation du pays, confronté simultanément à une poussée démographique exceptionnelle à l'origine de recompositions radicales du paysage socio-démographique : 16 millions de personnes en 2000 (contre 6,7 millions en 1975), doublement de la densité tous les vingt ans, taux d'urbanisation avoisinant les 50% (contre 35% en 1975), 26% d'étrangers en 1998 (mais en baisse de 2% par rapport à 1988, à noter en référence au débat local). La conséquence de ces tendances lourdes, auxquelles est bien sûr venu s'ajouter l'impact des mesures d'ajustement structurel (*cf. infra*) est un accroissement spectaculaire de la pauvreté avec une chute du revenu moyen par tête, divisé par plus de deux entre 1980 et 2000 (*cf. annexe 1*).

Quatre grands facteurs de blocage structurels peuvent être identifiés : les deux premiers sont liés et résultent de l'épuisement du modèle de croissance de l'agriculture de plantation et de l'absence de diversification effective de l'économie ivoirienne ; ils sont renforcés par une forte dépendance des facteurs de productions importés et par l'insuffisante accumulation en capital humain.

Le « modèle pionnier » de mise en valeur, soutenu par une politique libérale de colonisation agraire basée sur la facilité d'accès au foncier, des prix incitatifs et garantis et l'encouragement des migrations de main-d'œuvre (d'autres régions du pays et des pays voisins vers le Sud forestier), a buté progressivement à compter de la fin des années 1970 sur ses limites physiques, à savoir : celles d'une croissance des productions reposant uniquement sur des systèmes de plantation extensifs et le défrichement de la forêt. Avec l'épuisement du stock forestier, l'échec des tentatives d'intensification de la culture du café et du cacao - lié à un biais favorisant les facteurs disponibles (terre et travail) plutôt que l'accès au capital - et l'échec d'une diversification effective des productions - lié à une politique des prix favorisant le cacao - débouchent aujourd'hui sur une impasse. Les niveaux de production record atteints ces dernières années sont très probablement les derniers à système technique équivalent et la Côte d'Ivoire, pour faire face au vieillissement de son verger, sera de plus en plus confrontée à la difficile étape de la replantation sur laquelle ont buté la plupart des autres pays producteurs.

Parallèlement, malgré des efforts - coûteux - en termes de développement d'une industrie d'import-substitution, le pays n'a pas réussi à diversifier les fondements de sa croissance. A l'inertie du modèle pionnier s'ajoute le fait que la Côte d'Ivoire n'a pas pu gérer correctement les booms des cours de matières premières. Cette difficulté explique que la tendance à la diversification de la production et des échanges constatée jusqu'en 1975 se soit inversée, avec une nouvelle concentration des activités et un renforcement du poids du café et du cacao dans les exportations. Les libéralisations commerciales des années 1990 ainsi que la dévaluation de janvier 1994 n'ont pas, elles non plus, permis une réelle diversification des exportations. Au-delà d'un coût des facteurs qui reste élevé en comparaison d'autres pays concurrents, le développement d'exportations manufacturières intensives en main-d'œuvre a buté sur les deux autres facteurs de blocage structurels que sont l'insuffisance du financement national des activités et la faible qualification de la main-d'œuvre.

Le mode de croissance ivoirien reste en effet fortement dépendant des facteurs de production importés : cadres expatriés, main-d'œuvre de la sous-région, technologies, financement international. L'importance de la fuite des capitaux, les facilités de rapatriement des bénéfices et les transferts des revenus des travailleurs immigrés, ainsi que la rusticité d'un système bancaire basé sur un « oligopole de filiales » de grandes banques françaises - peu enclines à la prise de risque et offrant peu d'incitations à l'épargne - se sont traduits par le recours au crédit international public et privé (à des taux très élevés), à l'origine d'un endettement paralysant dès lors que la croissance connaissait un recul rapide. Faute de système fiscal véritable et alternatif aux prélèvements publics sur les échanges, les programmes d'investissements publics - pourtant à l'origine d'une accumulation en capital physique appréciable (infrastructures routières et urbaines) jusqu'aux années 1980 - sont insuffisants et dorénavant tributaires des flux d'aide internationale, à l'instar des pays africains à faibles revenus ; et le financement privé dépend avant tout des engagements des firmes étrangères. Pourtant, malgré une politique d'ouverture aux capitaux étrangers, le flux d'investissements directs étrangers (IDE) a toujours été faible (un dixième de l'investissement privé total) et n'a jamais pu pallier les insuffisances de l'investissement national. Enfin, les efforts importants consentis dans les années 1970 en matière de formation se sont considérablement ralentis à partir de la décennie 1980, du fait de la crise et des mesures de restrictions budgétaires. Ainsi, le niveau de capital

humain est l'un des plus faibles au monde et ce handicap est renforcé par les carences d'un système éducatif orienté vers la poursuite systématique des études, qui ne prépare pas suffisamment les jeunes à la vie professionnelle, d'où un taux de chômage des jeunes diplômés élevé.

B. La remise en cause des compromis nationaux fondateurs

La croissance du modèle agro-exportateur à l'origine des « vingt glorieuses » ivoiriennes a reposé sur plusieurs compromis socio-politiques historiques. Ces compromis, fondés dès les années 1950, concernaient en premier lieu l'alliance du pouvoir politique avec les planteurs, pouvoir personnifié par le père de la Nation, Houphouët-Boigny, lui-même « planteur » et héraut des luttes originelles (celle du Syndicat des planteurs ayant débouché sur l'indépendance). Cette alliance fondamentale, permettant de comprendre l'importance exceptionnelle des prélèvements publics sur l'agriculture, était doublée par celle associant la classe dirigeante avec les opérateurs étrangers, qui explique une indépendance en douceur avec le maintien puis le développement des entreprises étrangères et d'une assistance technique abondante (avec une forte communauté d'origine européenne). Ces compromis majeurs s'accompagnaient de compromis connexes, tant avec les populations migrantes de la sous-région (bénéficiant de l'accès aux services sociaux, au droit de vote et surtout à la terre) qu'avec les populations autochtones des régions de l'Ouest (au sens large), soumises à l'avancée du front pionnier, notamment vis-à-vis des jeunes générations auxquelles étaient promis une promotion sociale de type urbain et des projets de modernisation de l'agriculture en contrepartie de leur dépossession foncière. Ils étaient complétés par un compromis supplémentaire avec la petite bourgeoisie urbaine émergente qui était dotée de nombreux avantages économiques et sociaux et entretenue dans l'espoir d'une ascension sociale rapide. L'ensemble était articulé par un système redistributif à base clientéliste permettant de calmer les impatiences et les contestations et d'étouffer les oppositions.

L'érosion du modèle de croissance a, de toute évidence, enlevé toute marge de manœuvre au pouvoir politique qui, très vite, n'a plus été en mesure de contenir les revendications catégorielles (celles des enseignants, des professions de santé, des militaires et des autres « corps habillés »), régionales (de la part des cadres originaires des régions les moins bien dotées et les plus éloignées d'Abidjan - ou les moins proches du pouvoir) et politiques (contestation d'un pouvoir présidentiel vieillissant par une partie de la classe politique). Dans les zones rurales de l'Ouest, l'opposition à la colonisation agricole par des migrants (ivoiriens ou non), déjà très sensible dans les années soixante-dix (révolte limitée mais très durement réprimée en pays bété en 1970), se renforça et trouva un caisse de résonance dans la compétition interne au parti unique (le PDCI), instaurée à partir de 1980 pour rétablir l'autorité du Président. Après avoir sacrifié d'abord les catégories urbaines dans le cadre des premières mesures d'ajustement structurel au milieu des années 1980, Houphouët-Boigny a dû se résoudre en 1989 - après une vaine guerre du cacao ayant mis le pays à genoux (arrêt des exportations pendant 27 mois pour essayer de peser sur le cours international) - à sacrifier également le sacro-saint prix aux planteurs, qui n'avait jamais été baissé - en valeur courante - depuis le début des années 1960. Cet événement apparaît rétrospectivement comme une rupture du compromis fondateur. Dernier rempart de l'ordre antérieur, elle a débouché ensuite sur un délitement rapide de l'ensemble de l'édifice socio-politique au tournant des années 1990, prélude d'une fin de règne marquée par une crise économique aggravée.

En outre, la crise du modèle pionnier, d'abord dans l'ancien front de colonisation du Centre-Ouest puis dans le front de colonisation plus récent du Sud-Ouest, a cristallisé les différenciations entre les régions relativement à la question foncière et aux rapports entre les groupes d'exploitants selon leur origine régionale, ethnique et nationale. L'immigration dans

ces régions (*cf.* cartes en annexe 1), très largement suscitée par les autorités administratives et politiques, a servi d'exutoire aux régions rurales du Nord et du Centre ivoiriens, ainsi qu'à celles des pays voisins, sans que les villages accueillants du Centre-Ouest et du Sud-Ouest bénéficient de retombées significatives, les migrants rapatriant une grande partie de leur épargne dans leur région d'origine ou préférant investir dans leurs propres hameaux, à l'écart des villages autochtones. Par ailleurs, les droits d'occupation acquis par les migrants dans la partie occidentale de la zone forestière y ont été renforcés par la protection des autorités, soucieuses de mettre en valeur des régions passant, quelquefois à tort, comme sous-peuplées et dénuées d'autorités foncières traditionnelles reconnues. Bien que les campagnes du Sud-Est forestier aient connu une immigration aussi importante que celles du Centre-Ouest et du Sud-Ouest, leur histoire politique locale, leur insertion plus ancienne dans les circuits économiques et sociaux « modernes » (notamment par la scolarisation), la plus forte diversification des activités tant rurales qu'urbaines et le poids social et politique des chefs et des « cadres » issus de cette région ont contrebalancé l'autoritarisme des autorités étatiques et limité la perte de maîtrise foncière des populations locales. Au final, la crise du modèle pionnier s'est répercutée sur les relations entre les différentes régions rurales du pays et de la sous-région et entre leurs ressortissants respectifs, contribuant à focaliser sur les régions du Centre-Ouest et du Sud-Ouest les blocages structurels de l'agriculture de plantation et à y concentrer les germes des tensions les plus vives entre les différentes communautés (comme l'atteste la suite ininterrompue de micro-conflits dans les années 1990). Par répercussion, les crispations intercommunautaires dans ces régions ont été ressenties dans l'ensemble des régions rurales, qui possédaient toutes, à des degrés divers, des ressortissants dans la principale zone de production du cacao. Même si, comme cela est fréquent en Afrique, les modes « paysans » d'action politique ne prédisposent pas le milieu rural à adhérer activement à des mouvements d'ampleur nationale, le milieu rural ivoirien (notamment la composante la plus jeune de sa population) a été un terrain très réceptif aux échos des querelles politiciennes urbaines et à l'expression ethnicisée de la crise du politique.

C. La crise de légitimité du politique

La crise ivoirienne s'inscrit ainsi dans une crise fondamentale du pouvoir d'État à l'œuvre depuis les dernières années du long règne d'Houphouët-Boigny. La difficulté du pouvoir présidentiel, prisonnier de son propre leadership de près de cinquante ans sur la vie politique, à préparer sa succession, puis les dérives d'une classe politique, prête à tout pour arriver à ses fins, sont à l'origine d'une perte de légitimité du pouvoir qui fragilise les bases de l'édifice national.

L'enlissement dans une longue guerre de succession

Malgré l'aspect apparemment paisible de la Côte d'Ivoire d'Houphouët-Boigny, le déficit démocratique du régime et la logique de cour en vigueur ont empêché l'apparition d'un personnel politique d'opposition, suffisamment étoffé pour permettre l'émergence d'un débat sur des alternatives de gouvernement et l'avenir du pays. Le retour chaotique au multipartisme en 1990, dans un contexte de grave crise économique et sociale, et la gestion brutale des mouvements sociaux par le gouvernement d'Alassane Ouattara ont débouché sur une guerre de succession à la mort d'Houphouët-Boigny fin 1993.

La crise ouverte entre Ouattara, Premier ministre sortant, et le successeur constitutionnel Konan Bédié, président de l'Assemblée nationale, a rapidement été arbitrée au profit du second ; mais elle a considérablement crispé le jeu politique, qui a vite tourné en un affrontement de prétendants plutôt qu'en une confrontation de projets. La préparation des élections présidentielles de 1995 s'est ainsi traduite par un recours à une rhétorique

nationaliste (l'ivoirité) pour mieux écarter A. Ouattara, qui apparaissait comme le challenger principal. Mais ce registre a aussi été largement instrumentalisé par tous les partis, aussi bien celui de L. Gbagbo qui en avait eu la primeur dès 1990, que par celui d'A. Ouattara qui a joué la victimisation et renforcé le clivage de la société ivoirienne.

Les préparatifs de l'élection présidentielle de 2000 ont été marqués par la montée de la tension identitaire et la dérive répressive du régime Bédié. Le putsch de décembre 1999 n'a permis qu'une accalmie provisoire et, derrière un consensus de façade, la coalition du régime de transition a éclaté sur la réforme constitutionnelle qui précédait les élections. Le scrutin présidentiel d'octobre 2000 s'est déroulé dans un contexte de violence inégalé dans le pays et a vu l'élection « au forceps » de Laurent Gbagbo, avec 62% d'abstention et une opposition décimée par l'inéligibilité décrétée de ses principaux ténors.

L'impunité et la montée de la violence

Le pouvoir est, depuis, l'otage d'une légitimité politique contestée. Après le boycott des élections législatives de décembre 2000 par le RDR (suite à un nouveau refus de la candidature de Ouattara), le Forum de la réconciliation nationale de fin 2001 a surtout favorisé le « grand déballage » des frustrations et des rancœurs. En rappelant les délits passés et en se limitant au registre de la parole et de la rencontre symbolique, il a contribué à renforcer une culture de l'impunité qui apparaît aujourd'hui comme un problème central pour la Côte d'Ivoire et qui grève lourdement la construction de ses perspectives d'avenir. En effet, les événements de la transition, et les nombreuses atteintes aux droits de l'homme qui en ont résulté, sont restés impunis, tout comme les nombreux délits économiques de « l'ancien régime » et d'un personnel politique largement compromis dans les « affaires ». Ils ont ainsi accrédité l'idée que tout était possible, hors de toute sanction, minant encore plus les fondements de la démocratie et de l'État de droit, mais aussi la légitimité de tous les pouvoirs.

Le sentiment d'injustice et les désillusions vis-à-vis d'une classe dirigeante dévoyée ont radicalisé les frustrations de la population et insidieusement instillé le sentiment que la recherche de solutions de compromis à l'échelle nationale était inutile, voire dommageable pour les intérêts particuliers des différentes parties du corps social. Ce climat est propice à l'expression de tous les extrémismes. La crise ouverte depuis septembre 2002 et sa gestion par le gouvernement en sont l'expression tangible.

II. Les filières agricoles, domaine privilégié du processus de libéralisation : une recomposition de la configuration économique contribuant à l'instabilité

En regard de cette situation de crise structurelle profonde, le programme de libéralisation apparaît en partie décalé et en retrait par rapport à l'ampleur des défis que connaît la Côte d'Ivoire. Sa mise en œuvre a néanmoins interagi lourdement avec les processus à l'œuvre et contribué à une recomposition radicale de la configuration économique nationale, tout en aggravant l'instabilité du contexte global.

La libéralisation a concerné l'ensemble de l'économie ivoirienne. Néanmoins, du fait du poids des activités agricoles et agro-industrielles dans les grands agrégats nationaux, la libéralisation des filières agricoles occupe une position centrale dans les recompositions en cours.

A. Les objectifs de la libéralisation

Justification, objectifs généraux et principales étapes

La libéralisation de l'économie ivoirienne correspond à un processus global engagé au début des années 1980 relevant d'un schéma importé basé sur plusieurs composantes articulées : ajustement structurel macro-économique et stabilisation, désengagement de l'État et privatisations, dérégulation et ouverture intérieure et extérieure. Ses objectifs sont simples et reposent sur quelques postulats élémentaires dont les principaux sont l'efficacité d'une régulation par le marché et la nécessité d'un État circonscrit à ses fonctions régaliennes (respect de l'ordre public, des droits et des règles de la concurrence) et à la prise en charge des défaillances de marché (en particulier les biens publics et les externalités).

La mise en œuvre du programme libéral en Afrique en général et en Côte d'Ivoire en particulier constitue une réponse à la grave crise économique apparue au tournant des années 1980 avec le blocage de modèles de croissance fragiles et extravertis. Mais elle a reposé aussi sur la mise en évidence des dysfonctionnements de la gestion publique qui ont servi d'argument à une délégitimation de l'État. Alors que celui-ci avait été le cadre et l'instrument des politiques de développement mises en œuvre depuis les indépendances, avec l'aide totale des bailleurs de fonds mais aussi des firmes étrangères privées, l'État est devenu le symbole d'une gestion clientéliste et rentière dont le redressement passait par la réduction drastique de ses prérogatives. Simultanément, le biais urbain des classes dirigeantes issues des indépendances était mis en avant pour expliquer les contre-performances agricoles du continent (*cf.* le rapport Berg de 1981). Afin d'assainir la situation économique et de relancer la croissance, le référentiel de la libéralisation inclut ainsi structurellement la double nécessité de sortir de l'inefficacité de la gestion publique et de rééquilibrer les incitations au profit du secteur rural.

En Côte d'Ivoire, la première justification de l'entrée en négociation avec les institutions de Bretton-Woods (IBW) est donc la détérioration de la situation macro-économique du pays. Au début des années 1980, l'objectif est d'abord le rétablissement financier qui implique de fortes restrictions budgétaires, tant des dépenses de fonctionnement (effectifs et salaires de la fonction publique) que d'investissement. C'est le cœur des premiers PAS qui caractérise toute la décennie, même lors de la rupture de dialogue avec les IBW (1987-90).

L'amorce des premières mesures structurelles de libéralisation de l'économie a lieu en 1990 avec la nomination d'Alassane Ouattara comme Premier ministre. Un plan d'assainissement financier est adopté (PASFI), ainsi qu'un plan visant à accroître la compétitivité de l'économie ivoirienne (PASCO). Parallèlement, un programme de privatisation est élaboré. Cependant, le rythme de mise en œuvre reste très lent et le véritable démarrage du programme de libéralisation de l'économie ivoirienne ne s'effectue réellement qu'à partir de 1994, dans un contexte politique et économique favorable : la disparition d'Houphouët Boigny et la mise à l'écart d'Alassane Ouattara laissent le champ libre à Henri Konan Bédié, qui peut profiter d'une forte remontée des cours internationaux et de la dévaluation du franc CFA pour accélérer la mise en œuvre d'un programme de privatisation des entreprises publiques arrêté dès 1990 et engager en particulier la libéralisation effective des filières agricoles. De 8 entreprises privatisées entre 1990 et 1993, les effectifs passent à 30 au cours des trois années suivantes puis encore 24 entre 1997 et 1999 (cf. annexe 4).

La situation de référence et les objectifs de la libéralisation agricole

La Côte d'Ivoire est le leader agricole de l'Afrique de l'Ouest depuis les années 1970. Premier producteur mondial de cacao, le pays a aussi su s'affirmer par une politique de diversification agricole à l'origine de nouveaux secteurs agro-industriels. Ces succès sont à l'origine d'un statut particulier, puisque la Côte d'Ivoire a longtemps été présentée comme la référence d'un développement économique à ancrage libéral, où l'interventionnisme public basé sur un capitalisme d'État constituait un moteur de la croissance. Ainsi, la libéralisation imposée du secteur agricole marque un changement radical dans l'organisation et la gestion de l'économie ivoirienne, mais elle revêt également un caractère hautement symbolique ; car elle a non seulement remis en cause une configuration nationale trentenaire, mais elle a aussi touché au cœur de ce qui apparaissait comme le fleuron de l'assistance technique - en particulier française - en matière agricole.

Le schéma de développement agricole promu par les pouvoirs publics avec l'aide de tous les bailleurs de fonds était basé sur un double objectif de modernisation par « l'encadrement » de l'agriculture paysanne « traditionnelle » et de diversification par la création de filières nouvelles et intégrées, confiées à des sociétés de développement ou « Sodés » (cf. annexe 2), l'ensemble bénéficiant des garanties offertes par un système de stabilisation public. Dans cette perspective dualiste, le développement des marchés des facteurs n'était pas privilégié, tout comme celui des organisations coopératives et professionnelles, cantonnées dans un rôle marginal pour des raisons politiques. Une montée en puissance des organisations de producteurs aurait en effet créé un contre-pouvoir à la mainmise du parti unique sur les campagnes ; mais elle aurait aussi menacé le dispositif des Sodés, tout comme les alliances passées avec les firmes étrangères (en particulier dans le secteur café-cacao). La prégnance de ce schéma moderniste et dualiste, due à sa longévité et son envergure, doit être gardée à l'esprit pour bien mesurer les objectifs, la mise en œuvre puis les effets de la libéralisation des filières ivoiriennes.

Souvent perçue comme une opération de démantèlement voire de « casse » d'outils de production intégrés pourtant pris en exemples pour leur réussite technique, la libéralisation agricole s'inscrit dans les objectifs plus généraux de libéralisation de l'économie rappelés précédemment, à savoir : remédier à l'inefficacité de la gestion publique et réduire le biais urbain en rendant du pouvoir d'achat aux ruraux. Elle répondait aussi aux objectifs plus immédiats de la stabilisation financière puisqu'elle permettait un assainissement des comptes de l'État via la réduction puis la suppression des subventions aux producteurs agricoles et aux

entreprises publiques et un apport de recettes par la cession d'actifs permise par les privatisations.

Alors que beaucoup de filières intégrées avaient été mises en place en réponse à l'incomplétude des marchés (crédit, assurance, approvisionnement et commercialisation) et afin de fournir certains services publics (infrastructures de base, conseil technique), leur conception avait également occasionné de nombreuses inefficacités, sources de surcoûts et de mauvaises productivités des facteurs : problèmes d'incitation liés à une mauvaise définition des droits de propriété et des rapports contractuels, problèmes d'allocation liés aux situations de monopole, comportements de recherche de rente, problèmes de gouvernance (en particulier dans la gestion des systèmes de stabilisation). Les objectifs des mesures de libéralisation ont donc été de rétablir le jeu concurrentiel des marchés en sortant l'État : (i) du secteur productif (de la propriété des moyens de production) ; (ii) de la gestion des prix et des flux (intrants et produits). Les incomplétudes et les défaillances de marché n'ont pas été ignorées ; mais ce sont dorénavant des structures privées qui doivent y remédier. Le choix du recours à des structures de gouvernance privées a pris diverses formes : les privatisations accompagnées de cahiers des charges (pour la prise en charge de certaines fonctions de type service public), la contractualisation entre opérateurs et la mise en place de structures et de mécanismes de régulation et de contrôle (chargés de la définition des règles et des contrats et du respect de la concurrence).

En regard de ces objectifs, les effets de la libéralisation s'avèrent pour le moins ambigus et mitigés et il apparaît que le poids des structures héritées a été largement sous-estimé avec comme conséquence des résultats assez éloignés de ceux qui étaient attendus. Nous insisterons plus particulièrement sur :

- le passage de situations de monopoles publics à celles d'oligopoles privés assez éloignés de l'objectif de concurrence ;
- des résultats techno-économiques fragilisés par l'environnement international mais aussi par les inerties de structure et l'incomplétude récurrente des marchés des facteurs ;
- qui mettent en évidence un déficit de préparation et d'accompagnement à l'origine de graves problèmes de régulation et de gouvernance.

B. L'émergence d'oligopoles privés sous contrôle étranger

Sur un plan général, la libéralisation ivoirienne correspond au passage progressif et encore partiel d'une organisation de marché administrée ou hiérarchique à une organisation de marché libre. Elle a essentiellement eu un impact sur la structure des marchés eux-mêmes puisque, sur un pas de temps aussi court, il n'existe pas de changements de la nature des produits (dont l'évolution relève d'autres facteurs, notamment les changements variétaux), ni des modalités de production et de transformation qui sont directement héritées de la phase antérieure.

Cette évolution de la structure des marchés agricoles revêt une importance centrale du fait du poids structurel des secteurs agricoles et agro-industriels dans la configuration économique et sociale ivoirienne. Car le processus de libéralisation a profondément modifié l'aval des filières et les stratégies des différents opérateurs économiques. L'impact a bien sûr été très différent selon le poids de l'État et les caractéristiques de chaque filière, avec une gradation selon le degré de concentration de la production. Les changements sont complets pour les filières qui étaient entièrement intégrées selon le modèle « Sodé » (sucre, palmier, hévéa mais aussi coton) ; alors qu'ils n'ont été que partiels pour les filières café et cacao où les opérateurs privés avaient conservé un rôle majeur dans le cadre du système de commercialisation

administré sous l'égide de la Caisse de stabilisation (Caistab). En revanche, n'ont pas été affectés le secteur fruitier (banane, ananas), qui était resté globalement en dehors de l'action publique, et le secteur des cultures alimentaires, qui avait toujours été son parent pauvre.

Il convient ainsi de distinguer un gradient allant des structures d'offre les plus atomisées (petites unités de production familiales) aux structures les plus concentrées (blocs industriels). Le tableau synthétique en annexe 2 montre l'évolution de la structure de chaque filière. Au-delà des différences de structure d'offre, le désengagement de l'État marque le passage de monopoles publics à des oligopoles privés, qui limitent radicalement le jeu de la concurrence. Les filières ivoiriennes sont désormais marquées par l'émergence de macro-acteurs, dont la plupart sont adossés à des firmes étrangères d'envergure internationale. Il en résulte une croissance de l'asymétrie entre ces nouveaux opérateurs et les producteurs agricoles individuels (dans le cas des filières à offre très atomisée), mais aussi des problèmes de règles du jeu et de clarification des conditions contractuelles.

Deux facteurs structurels principaux permettent de comprendre cette évolution divergente par rapport aux objectifs de concurrence. Il s'agit d'abord de la prégnance des modes d'organisation antérieurs et notamment des systèmes agro-industriels intégrés. Car les choix industriels en faveur d'unités de transformation de grosse capacité, justifiés en référence aux économies d'échelle et à une organisation centralisée et planifiée des flux de produits, ont dans la plupart des cas débouché sur la création de grandes plantations industrielles qui permettaient d'assurer un approvisionnement et une rentabilité minimales des usines. Sauf à accepter le coût d'un abandon du parc industriel, difficilement envisageable en regard de la situation du marché international, les privatisations ne pouvaient en effet que porter sur le patrimoine existant et l'organisation qui lui était liée. Ainsi, les actifs des sociétés publiques ont été cédés en lots comprenant des plantations et des usines et/ou des usines dotées de bassins de collecte réservés, ce choix étant la condition *sine qua non* de la rentabilité économique et financière et donc du rachat d'actifs. En conséquence, les monopoles publics sont devenus des oligopoles privés allant du duopole dans le cas du sucre à des oligopoles de type concentré dans le cas du coton, plus lâche dans celui de l'hévéa, en passant par des configurations asymétriques comme dans la situation du palmier. Cette structure oligopolistique s'est accompagnée souvent de monopsones régionaux permettant de garantir des bassins de collecte aux nouveaux opérateurs (cas du palmier et du coton).

Il s'agit ensuite du poids des opérateurs industriels, notamment ceux de la seconde transformation, et de leur tendance affirmée à s'impliquer dans la production. Ce phénomène est une caractéristique marquante du processus de concentration qu'ont connu la plupart des marchés mondiaux de produits agricoles. La double conséquence de la fin ou du dépérissement des grands accords internationaux sur les matières premières et des opérations de fusions entre grandes firmes a été le développement de stratégies d'investissement vers l'amont des filières destinées à garantir au mieux les approvisionnements. Ainsi, en Côte d'Ivoire, les industriels en position dominante ont profité de l'opportunité du désengagement de l'État et de la libéralisation pour renforcer leurs positions.

Le phénomène est patent dans le cas du palmier, où les deux industriels de la seconde transformation (chimie des corps gras) - *Blohorn* et *Cosmivoire* - ont investi la production en s'associant pour le rachat des deux plus gros lots de *Palmindustrie* équivalant aux 2/3 du potentiel (via leurs actionnaires de référence *Unilever* et *Sifca* avec la création de *Palm-Ci*). Les industries textiles (*Cotivo*, *Utexi*, *ERG*) n'ont pas encore franchi le pas ; mais les difficultés d'approvisionnement auprès des deux nouveaux opérateurs privés (*LCCI* et *Ivoire*

Coton) leur font envisager d'investir dans l'égrenage à l'occasion de la privatisation du dernier lot de la *CIDT*.

Le cas du cacao est plus spécifique puisque, du fait de la structure d'offre, il n'y avait pas d'opérateur public dans la production. En revanche, la libéralisation s'est traduite par une recomposition radicale du secteur de l'exportation, qui avait toujours été sous contrôle privé mais était soumis à une influence déterminante des pouvoirs publics, via le jeu des quotas d'exportation ou des passe-droits de la *Caistab* qui permettait une gestion clientéliste. Alors que les entreprises ivoiriennes avaient réussi une prise de contrôle assez spectaculaire des principaux exportateurs d'origine étrangère au tournant des années 1990 - grâce à des protections publiques (*Caistab*) et politiques (cas de « l'empire » *Sifca* dont le président Bédié était un actionnaire de référence) qui leur garantissaient l'accès à des financements externes -, elles ont été rapidement marginalisées dès la fin du système *Caistab* et après le coup d'État. Ce sont alors les entreprises de broyage du cacao, implantées ou consolidées dans les années 1990 et toutes adossées à des firmes mondiales, qui ont investi le segment de l'export et de la commercialisation intérieure. *ADM*, *Cargill* et *Barry Callebaut* - qui sont en position dominante sur le marché international et avaient logiquement développé des unités de transformation chez le premier producteur mondial -, ont toutes trois développé des stratégies amont : *ADM* a racheté les actifs cacao de *Sifca* alors que *Cargill*, *Barry* mais aussi *Cémoi* mettaient en place leurs réseaux de collecte. Ce processus s'est bien sûr fait au détriment des petits exportateurs (jusqu'à une soixantaine d'entreprises « déclarées » avant la dissolution de la *Caistab*) et des organisations coopératives qui ne disposaient pas de moyens logistiques et financiers suffisants pour faire face à la concurrence des géants mondiaux.

Cette internationalisation massive dans le secteur café-cacao, permise par la fin des protections publiques accordées aux champions nationaux, a également eu lieu dans les autres secteurs libéralisés à l'occasion des privatisations. En effet, les rachats ont tous été l'occasion de l'entrée en force d'opérateurs étrangers, souvent en association minoritaire avec des actionnaires locaux. Mais, simultanément, ce processus a brisé l'émergence de groupes nationaux, qui était fragilisée par la faiblesse structurelle du système bancaire ivoirien. Pourtant, certains groupes - à l'instar de *Sifca* - avaient mis en œuvre une véritable stratégie industrielle et engagé une structuration en holding d'envergure remarquable (*Sifca* avec le groupe *Sifcom* était devenu, avant sa chute en 1999, le premier groupe agro-industriel d'Afrique au sud du Sahara, hors Afrique du Sud).

C. Des résultats techno-économiques fragiles

L'impact de la libéralisation en termes de résultats techno-économiques s'avère particulièrement composite et difficile à évaluer pour plusieurs raisons :

- le poids des marchés et des prix internationaux (renforcés par les effets de change) et leurs répercussions sur les prix de cession intérieurs, mais aussi l'incidence directe de la dévaluation sur les prix en monnaie locale ne permettent pas de séparer l'effet prix de l'effet coût lié à la modification des structures de commercialisation intérieure (redistribution des marges commerciales et baisse des prélèvements de stabilisation mais hausse du prix des facteurs importés et relèvement de la fiscalité ou de la para-fiscalité) ;
- le pas de temps pour l'analyse reste beaucoup trop court, notamment en ce qui concerne l'incidence des nouveaux rapports de prix et de la nouvelle structuration des marchés sur le comportement des différentes catégories d'agents économiques ;
- enfin, la privatisation et la dégradation simultanée de l'appareil statistique public posent d'évidents problèmes d'accès à l'information qui est désormais partielle et relève du domaine privé.

Les situations sont bien sûr très différentes selon les filières. En termes de volumes produits et exportés, le désengagement de l'État dans ses différentes modalités ne semble pas avoir eu d'incidences négatives de court terme. Le trend de croissance des productions reste favorable (cf. annexe 3). En revanche, les effets positifs et incitatifs de la libéralisation sont beaucoup plus difficiles à estimer car la dynamique des filières ivoiriennes dépend en premier lieu de la rigidité de l'appareil de production.

Le constat est évident pour les cultures pérennes qui ne permettent pas, du fait de l'investissement lourd dans les plantations, un ajustement rapide aux incitations de marché ; mais il est aussi patent pour les opérateurs industriels qui sont liés par la configuration et le coût de leurs infrastructures. Cette inertie structurelle résulte, en second lieu, de la faiblesse des opportunités en termes de substitution ou de diversification pour les producteurs : les caractéristiques du milieu rural et de l'économie ivoirienne en général offrent des marges de manœuvre réduites pour les petits producteurs familiaux qui n'ont guère d'alternatives en termes de revenus. Ce constat est essentiel en zone de savane, où le coton reste la principale source de revenus monétaires (même si l'élevage offre des compléments appréciables) ; il est moins flagrant dans certaines régions de la zone forestière, où le développement de l'hévéa, du palmier ou de l'ananas et surtout des productions alimentaires offre des possibilités de diversification, qui restent toutefois limitées géographiquement à proximité des villes ou des unités de transformation industrielles. Néanmoins, le poids du café et du cacao y demeure prédominant.

Il est possible d'esquisser un premier bilan des changements opérés pendant la décennie 1990 en regard de trois critères : la compétitivité des filières ivoiriennes ; la croissance des revenus des producteurs et la lutte contre la pauvreté ; la durabilité des systèmes productifs.

Une compétitivité fragilisée par un contexte international défavorable et l'incomplétude des marchés locaux

En ce qui concerne la compétitivité, qu'il est possible de décliner en termes de volume, de qualité et de coût, les effets de structure rappelés ci-dessus sont déterminants sur les quantités produites. Les résultats sont d'abord la conséquence de la dynamique endogène de l'agriculture de plantation, dans sa version pionnière et généralisée ou dans sa version agro-industrielle et circonscrite. Les évolutions inter-annuelles sont avant tout la conséquence des aléas climatiques qui restent déterminants (exemple du café) et peu liées aux recompositions internes ou à la situation du marché international, dont le niveau des prix est subi puisque la Côte d'Ivoire est *price taker* sur tous les marchés, y compris celui du cacao (même si ses stratégies pèsent sur le prix mondial). En revanche, la dévaluation, en redonnant du pouvoir de marché en monnaie locale, a permis de redynamiser tous les secteurs après la très forte récession des années 1989-93, grâce au rétablissement des comptes des entreprises agro-industrielles et à une forte incitation des producteurs (bien que la hausse des prix courants ait fait illusion en terme de pouvoir d'achat réel). Cet effet prix a cependant été de courte durée, puisque la tendance baissière des marchés depuis 1998 est répercutée aux producteurs et crée des anticipations négatives.

Les effets de la libéralisation sur les coûts intérieurs sont plus inégaux. Les réformes ont permis une baisse effective des marges des exportateurs dans le cas du café et du cacao. Mais sa répercussion sur la rémunération des producteurs a été en grande partie détournée au profit des intermédiaires qui avaient une meilleure maîtrise de l'information sur les prix (cf. annexe 3). L'impact est encore plus nuancé pour les filières intégrées où les coûts de structure restent

élevés en conséquence des choix techniques (le changement de propriété n'a ici aucune incidence) et des coûts de transaction nouveaux issus de la nouvelle organisation, en particulier pour la négociation du prix de cession entre les différents agents (cas du coton et du palmier). Parallèlement la pression parafiscale est restée forte : pour le café-cacao, les prélèvements publics de stabilisation ont été remplacés par des prélèvements à caractère professionnel (réserve prudentielle, fonds de promotion) et les droits de sortie (DUS) ont eu tendance à se caler sur toutes les opportunités de conjoncture. La fin des avantages fiscaux a fragilisé l'industrie du broyage tout comme celle des subventions a mis en évidence, dans toutes les filières, les coûts des facteurs importés (en particulier les intrants).

L'impact de la libéralisation sur la qualité des produits est différente selon les filières. La périssabilité des régimes de palme et la contrainte de transformation immédiate font que le changement d'acteurs et de règles n'ont pas eu d'incidence directe sur la qualité du produit et les rendements d'usinage. Le maintien d'une bonne gestion des flux dans la commercialisation du coton (malgré des problèmes de retards de paiement) n'a pas eu d'incidence sur la qualité des fibres. En revanche la qualité du caoutchouc exportée a été beaucoup plus affectée par la dérégulation : l'apparition d'une collecte par de petits intermédiaires, les importations de fonds de tasse des pays voisins et l'autorisation des exportations de caoutchouc humide font que la réputation globale de la filière ivoirienne s'est érodée au profit de celle des principaux opérateurs agro-industriels (en particulier *SAPH* et *SOGB*). C'est dans le cas du café et du cacao que l'impact de la libéralisation a été le plus sensible, puisque les modifications du système de collecte se sont traduites par le développement des comportements spéculatifs et opportunistes ayant comme conséquence une mauvaise préparation du produit (fermentation et séchage insuffisants) et une baisse de la qualité export. Sur la décennie, le taux de grade 1 en cacao est passé de 70 à 50% et la part du café supérieur de 90 à 25%. Cette situation est la conséquence directe de la fin du préfinancement systématique des traitants par les exportateurs qui existait grâce aux garanties qu'offrait le système administré via les cautions croisées entre Caistab, banques commerciales et banque centrale.

Les revenus et la lutte contre la pauvreté : croissance de l'incertitude et précarité accrue

C'est en matière de revenus que les effets de la libéralisation sont les plus ambigus et les plus incertains, tout d'abord à cause du poids des facteurs prix exogènes qui ont chuté pour la plupart des filières agricoles au moment de la mise en place des réformes, mais aussi à cause de la croissance de l'instabilité.

Les producteurs sont désormais soumis directement à la variation des prix internationaux. Ils ont donc subi le choc de marchés extérieurs baissiers et une forte érosion de leur pouvoir d'achat en valeur constante depuis les années 1980, avec un impact direct en terme d'accroissement de la pauvreté (*cf.* annexe 3). En outre, la part des producteurs dans la valeur ajoutée n'a pas connu d'amélioration (sauf quelques effets ponctuels d'aubaine comme dans le cas du café), alors qu'il s'agissait de l'un des objectifs majeurs de la libéralisation. Les raisons en sont la rigidité des structures de coût, le maintien des taxations (cas du café et du cacao) et l'asymétrie d'information au détriment des producteurs (et au bénéfice des intermédiaires), qui ont grevé d'évidentes améliorations sectorielles. Ainsi par exemple, entre 1995 et 2001, la part revenant aux producteurs de cacao - qui faisaient l'objet de toutes les attentions - est restée cantonnée autour des 45-50%, soit une situation globalement stationnaire par rapport à la moyenne de la période sous stabilisation directe (*cf.* annexe 3). Cette situation défavorable a été renforcée par la difficulté de la coopération entre des catégories d'acteurs très disparates, qui a souvent conduit à des situations de blocage sur les

prix de cession des produits allant jusqu'aux grèves des livraisons par les producteurs (cas du palmier et du coton), révélant un indéniable renforcement de leurs capacités de négociation.

Surtout, la libéralisation a eu une incidence majeure sur l'environnement global des producteurs. Dans le cas du café et du cacao, la dérégulation a aussi eu un impact direct sur la variabilité intra-annuelle des prix avec une transmission directe différenciée selon les zones de production (fin de la péréquation) et les types d'acteurs (en fonction de l'organisation des réseaux), ce qui constitue un facteur de croissance des inégalités régionales. Pour toutes les filières, la fin de la coordination administrée et la défaillance des nouvelles règles (en particulier dans l'application des cahiers des charges des privatisations battue en brèche par les comportements opportunistes et l'absence de contrôle et de sanctions), se sont traduites par la détérioration significative de certaines fonctions : le crédit, avec des conséquences directes sur les approvisionnements en intrants, le conseil technique, l'entretien des pistes. L'aléa prix a ainsi été renforcé par des aléas en termes de conditions de la production elle-même, mais aussi de la commercialisation.

Ces évolutions ont débouché sur un climat d'incertitude renforcé pour tous les producteurs. Cette incertitude, liée à des rapports de force beaucoup plus mouvants, accroît encore l'effet négatif d'une détérioration des rémunérations réelles. La dégradation du contexte politique et du respect du droit se sont aussi traduits par le développement d'une insécurité physique pour les biens et les personnes, à l'instar des vols de cargaison de cacao observés dans le sud-ouest du pays.

La durabilité des systèmes productifs : de fortes menaces à moyen terme

Plusieurs dysfonctionnements issus du démantèlement des filières intégrées et de la restructuration du système national de vulgarisation et de recherche (*cf.* annexe 2) ont eu d'ores et déjà un impact sur la gestion du patrimoine planté et l'entretien de la fertilité. L'approvisionnement en intrants est souvent irrégulier et la fin des subventions rend leur utilisation plus difficile dans un contexte de prix déprimés. La dégradation rapide des infrastructures de recherche qui étaient notamment en charge de la production de matériel végétal sélectionné pose un problème majeur de qualité des plantations. Le développement d'une production de matériel végétal non certifié et donc de qualité très incertaine pourrait avoir des effets retards importants en termes de rendement ou de résistance. La forte réduction du dispositif de conseil (fin des Sodés et dilution de la vulgarisation dans une société privée à vocation nationale à l'impact très incertain) ne permet pas d'accompagner les producteurs qui auraient pourtant besoin d'appuis adaptés pour la gestion durable de leurs parcelles dans un environnement plus difficile.

Les incertitudes liées aux prix de marché mais aussi la dégradation du contexte économique, institutionnel et politique se sont traduites par des comportements de gestion du risque du cycle de production chez tous les opérateurs : petits producteurs, firmes agro-industrielles, commerçants. Cette tendance s'exprime par la diminution du recours aux intrants monétaires, permettant une baisse des charges, voire une baisse de l'entretien des plantations, mais aussi par une décapitalisation liée au non renouvellement du patrimoine productif. Au-delà des blocages inhérents au modèle pionnier de mise en valeur dans le secteur café-cacao, qui posent des problèmes spécifiques, l'érosion des marges de commercialisation se traduit par un vieillissement des plantations industrielles, des usines de transformation, des parcs de véhicules, qui auront des effets retards certains sur la compétitivité globale des filières ivoiriennes. Ce sont donc les structures de production, dont l'inertie a momentanément permis de résister aux effets défavorables des marchés, qui apparaissent menacées à moyen terme.

Cette évolution pose à nouveau le problème de la gestion de l'instabilité qui relève à la fois des régulations internationales et du développement de dispositifs d'assurance.

D. Une mise en œuvre à l'origine d'un déficit de régulation et de gouvernance

Sans remettre en cause la légitimité d'une partie des principes de la libéralisation (eu égard aux caractéristiques de l'environnement international), les conditions de mise en œuvre des programmes constituent un enjeu tout aussi important. Les problèmes rencontrés dans les filières agricoles montrent combien la vision dogmatique et naïve des bailleurs de fonds a conduit à une sous-estimation des rigidités économiques et institutionnelles et des conditions préalables à la réalisation des réformes, ce qui pose la question du réalisme de leurs objectifs.

Cette préparation insuffisante a généré des « effets pervers », puisque les marchés des facteurs étant incomplets et les organisations professionnelles trop fragiles, les structures héritées des choix techniques, organisationnels et politiques antérieurs ont empêché l'émergence d'un contexte de concurrence viable. Elle a également conduit à une sous-estimation de l'impact de la fin des protections dans un contexte d'insertion internationale défavorable, marqué par une dépendance de prix mondiaux déprimés et une concurrence déloyale sur certains marchés liée au maintien des subventions dans d'autres pays (cas du textile et du sucre).

L'insuffisante synchronisation entre la libéralisation et le développement d'une régulation des marchés agricoles (cadre réglementaire, surveillance de la concurrence, contractualisation, prise en charge des missions de service public, etc.) a mis en évidence un lourd déficit en termes d'accompagnement du processus. Des mesures d'accompagnement avaient initialement été prévues ; mais elles ont rarement été mises en œuvre, à cause de la primauté accordée à la réalisation des objectifs programmés d'une part et des résistances de l'État d'autre part.

Le meilleur exemple en est bien sûr le démantèlement de la Caisse de stabilisation, qui prendra dix ans, avec de nombreuses avancées, reculades et détournements des nouvelles règles, au gré du rapport de force économique entre les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds. Cette décennie a été perdue, car elle n'a pas été mise à profit pour préparer la relève par un renforcement des organisations professionnelles et des entreprises nationales (hors des jeux très spécifiques et fragiles de quelques firmes proches du pouvoir). Les efforts post-libéralisation ont même été consacrés avec force ruses à la reconstruction d'un nouveau mode de régulation du secteur café-cacao dont le dévoiement est attesté par de graves défaillances des nouvelles institutions de gouvernance privée (Bourse du café-cacao, Fonds de régulation, Fonds de promotion). Ces structures, contrôlées majoritairement, en titre, par les représentants des organisations de producteurs, sont non seulement inefficaces et coûteuses mais elles permettent surtout la poursuite des pratiques de prélèvements, alimentant tout aussi bien les réseaux de redistribution clientéliste que les caisses de l'État (en allant jusqu'au soutien à l'effort de guerre du gouvernement). Des transferts vers la Caisse autonome d'amortissement, qui permettraient d'honorer la dette extérieure, ne seraient peut-être pas sans liens avec l'absence de réaction effective des IBW devant de telles dérives.

Ces déficits majeurs en terme de gestion liés à : des stratégies opportunistes, la faiblesse des capacités d'action et de proposition des organisations professionnelles (malgré quelques avancées), l'absence de vision stratégique de l'État, la perte de ses moyens de suivi et de contrôle, la difficulté des sanctions à cause d'un appareil judiciaire dégradé permettent de comprendre la difficulté d'émergence de nouveaux cadres de régulation et celle du fonctionnement des nouveaux dispositifs issus des privatisations dans le secteur agricole (par exemple les instances inter-professionnelles).

III. Un réformisme standard inadapté aux défis ivoiriens

L'analyse du processus de libéralisation dans les filières agricoles a mis en évidence sa contribution au sentiment d'insécurité des agents économiques, confrontés à un environnement désormais plus instable et marqué par une asymétrie du jeu concurrentiel. Cependant, la permanence de la crise structurelle, malgré les réformes engagées, révèle plus généralement combien les politiques de libéralisation de l'économie ivoirienne restent très en deçà des défis véritables de la Côte d'Ivoire.

Il s'agissait en particulier - et il s'agit toujours - de la nécessité de trouver des réponses aux crises sociale et rurale. Les réformes de libéralisation ont contribué, à des degrés divers, à leur approfondissement, à la fois à cause de leur incomplétude et à cause de leur caractère standard qui empêchait la prise en compte de l'irréductible spécificité du contexte.

Les réformes, par leur simplisme et leur dogmatisme, ont ainsi pêché par leur courte vue qui ne permettait en aucun cas de prendre en compte la prégnance des régulations politiques, économiques et sociales. La priorité accordée au court terme, tant pour les mesures d'ajustement financier que pour les réformes dites structurelles (notamment les privatisations), a débouché sur une inefficacité des résultats, puisque les blocages structurels n'étaient pas abordés de front et que la rapidité des mises en œuvre grevait les chances d'émergence de nouvelles régulations.

A. L'approfondissement des crises sociale et rurale

1. Une crise sociale résultant de l'explosion de la pauvreté et des inégalités

L'ajustement structurel, facteur de déclenchement de la crise sociale

La manifestation majeure de la crise des vingt dernières années est une chute drastique du niveau de vie de l'ensemble de la population ivoirienne : la dépense moyenne par tête de l'ensemble des ménages a diminué quasiment de moitié entre 1985 et 1993. Cela a entraîné un triplement du taux de pauvreté, qui est passé de 10 à 31% au niveau national (cf. annexe 1). Alors que la moitié des pauvres était concentrée dans les zones de savane en 1985, la baisse des prix aux producteurs de cacao et de café a provoqué une diffusion de la pauvreté dans les zones forestières, notamment à l'Ouest du pays, région qui paraissait encore totalement épargnée par le phénomène au milieu des années 1980. En 1993, la pauvreté rurale représentait les trois quarts de la pauvreté totale et se trouvait répartie à égalité entre les trois grandes régions agro-écologiques – forêt Ouest, forêt Est et Savane. Sur la même période, la pauvreté urbaine a beaucoup augmenté, un quart des pauvres vivant dorénavant en milieu urbain.

L'origine de la crise sociale tient à la conjonction de l'explosion démographique, qui exerce une forte pression sur la demande en services publics, de la baisse tendancielle des cours des matières premières et des mesures drastiques de stabilisation des comptes publics. Les réformes d'ajustement structurel apparaissent comme un facteur déclenchant important de la crise, notamment en zone urbaine. Dès le début des années 1980, la politique de subvention au logement des classes moyennes est arrêtée alors que les rémunérations des fonctionnaires

sont bloquées. A partir de 1985, les embauches dans la fonction publique au sortir de l'école sont diminuées de moitié et le volume des bourses pour l'enseignement supérieur est considérablement réduit avec la mise en place simultanée d'une politique de départs volontaires à la retraite. Les prix des services publics, tel que l'électricité, l'eau ou les transports en commun sont revalorisés de 25% ; les prix des produits alimentaires en milieu urbain augmentent alors que le salaire minimum n'a pas été indexé sur l'inflation. Un nouveau code du travail allégeant les procédures d'embauche et de licenciement donne plus de souplesse aux entreprises privées qui doivent faire face aux arriérés de paiements de l'État, à la baisse du niveau général d'absorption et à des pertes de compétitivité. Parallèlement, les dépenses publiques d'investissement sont réduites avec pour première conséquence une dégradation des infrastructures existantes et un coup d'arrêt à la politique d'amélioration des conditions de vie dans les centres urbains hors Abidjan et dans les zones rurales.

Accélération des tensions inter-catégorielles et inter-régionales

A compter de 1994, l'ajustement monétaire des comptes publics et l'accélération du processus de libéralisation et de privatisation vont creuser la crise sociale urbaine et accroître l'insécurité en milieu rural. Pourtant, le redressement des cours de cacao, des productions record et la dévaluation ont été favorables au niveau de vie des agriculteurs, entraînant la hausse du niveau de vie des autres ménages ruraux. Cependant, ce premier effet favorable a été effacé à compter de 1998 du fait de la baisse des cours de matières premières. A l'opposé, en milieu urbain, le niveau de vie a diminué, surtout à Abidjan : la reprise de l'emploi moderne, qui rompt avec une tendance longue de destruction d'emplois amorcée au début des années 1980, a été insuffisante pour contrecarrer la baisse concomitante du taux de salaire réel. Par ailleurs, l'effet de substitution des biens importés par des biens produits localement (du fait de la dépréciation du taux de change réel) n'a pas eu lieu, entraînant une chute des revenus des travailleurs indépendants du secteur informel. Finalement, le niveau de vie a baissé de moitié en 13 ans dans l'ensemble des villes, contre une diminution d'un tiers en milieu rural. L'écart de niveau de vie entre les deux milieux s'est resserré en défaveur des ménages urbains, plus particulièrement des ménages vivant à Abidjan, principaux bénéficiaires du modèle de développement ivoirien jusqu'aux années 1970.

En terme de pauvreté, cela s'est traduit par la poursuite de sa diffusion en ville, les taux atteints en 1998 étant supérieurs à ceux de 1993. Le taux de pauvreté chez les salariés a été multiplié par dix entre 1985 et 1998 à Abidjan, par cinq dans les autres centres urbains ivoiriens, même si les salariés du public et, à un degré moindre, ceux du privé formel sont restés les catégories les plus protégées du risque de pauvreté. Par ailleurs, même si les non-ivoiriens restent plus pauvres que les nationaux, l'écart de niveau de vie entre ces deux populations s'est resserré. Les inégalités, notamment à Abidjan, se sont accentuées. Elles se sont aussi accrues en zone rurale avec un développement significatif des écarts régionaux, au détriment des zones Forêt Est et Savane et au détriment des producteurs de vivriers et de coton.

Malgré les changements structurels patents, les autorités ivoiriennes n'ont pas modifié leur mode de régulation et ont accru les frustrations sociales. C'est ainsi que le gouvernement Bédié n'a pas profité de l'embellie de la dévaluation et de la reprise momentanée des cours de cacao pour entreprendre des réformes fiscales et budgétaires en direction de politiques de lutte contre la pauvreté ou de soutien aux jeunes entrepreneurs diplômés. Au contraire, considérant les signes de reprise, il a préféré adopter un discours triomphant (« *La Côte d'Ivoire, nouvel éléphant d'Afrique* ») et une politique économique qui restait très proche de celle des années 1970, fondée sur une espérance trop forte en matière d'investissements étrangers et des investissements publics très inégalitaires, toujours trop centrés sur Abidjan.

Les frustrations n'ont alors cessé de croître : celles de la petite bourgeoisie citadine souffrant d'une « séparation irréversible » d'avec l'élite dominante (qui bénéficiait d'une forte appréciation de ses avoirs extérieurs et des privatisations, alors qu'elle détenait déjà un patrimoine appréciable sur le plan foncier ou dans le capital des sociétés d'export) ; celles des jeunes générations citadines éduquées, sans espoir d'embauche dans le secteur formel, public et privé, et sans soutien permettant la création d'entreprises ; et, enfin, celles des différentes catégories de ruraux, insuffisamment bénéficiaires de la croissance, souffrant de carences importantes en matière de services publics et subissant des tensions internes fortes en termes d'accès à la terre et au capital productif.

2. Une crise de la ruralité marquée par l'ethnisation des tensions foncières

La mise en perspective de la libéralisation des filières agricoles avec la crise structurelle du modèle pionnier de mise en valeur suggère fortement que sa mise en œuvre n'a pas suffisamment pris en compte la profonde crise de la ruralité en cours depuis les années 1980.

Les tensions structurelles dans le domaine foncier, révélatrices d'une crise plus générale

La crise de la ruralité a pour toile de fond deux éléments majeurs. Le premier est la crise du modèle « pionnier » de mise en valeur agricole, basé sur une politique d'incitation qui permettait l'accès à la terre et au travail fourni par les migrants. Ce modèle a généralement été débordé par les dynamiques endogènes locales, qu'il s'agisse de la colonisation massive des terres de l'Ouest forestier (cf. annexe 1, tableau 6) ou, dans le Nord, de l'extension de la culture encadrée du coton et de la stabilisation des éleveurs maliens et burkinabès. En facilitant l'accès à la terre hors du cadre légal, en plus des avantages tirés des institutions agraires d'encadrement, ce modèle a fait la fortune des années 1960-70. Mais il a entraîné, dans les régions du Sud, la quasi-disparition de la forêt, de fortes contraintes sur l'accès à la terre des jeunes générations et des tensions foncières latentes ; et, dans les régions du Nord, des conflits chroniques entre les agro-pasteurs et les producteurs de coton locaux et les éleveurs.

La crise du modèle pionnier s'est donc accompagnée, dans le Sud forestier, de la remise en cause des conventions foncières entre autochtones et migrants suscitées auparavant par les autorités. D'autant que, si la reconversion vers des systèmes plus intensifs (surtout en travail) a été effective à partir des années 1980, elle s'est faite ensuite en marge des interventions publiques et au profit des groupes qui avaient le plus d'accès à la force de travail familiale ou migrante et qui étaient en mesure de « s'auto-exploiter » le plus (donc surtout les migrants étrangers, en particulier burkinabès).

Le second élément majeur est la crise du modèle urbain d'ascension sociale des ruraux, fortement ressentie dans les campagnes ivoiriennes déjà largement « rurbanisées ». Cela s'est notamment manifesté par un renversement du solde migratoire entre urbain et rural, au profit du rural et avec une proportion significative de migrations de retour (incluant le repli de jeunes nés en ville). Dans les zones forestières productrices de café et de cacao, cet afflux significatif de « compressés », de retraités précoces et de jeunes en échec urbain a accru la demande en terres, même si, assez souvent, il ne s'agissait pas d'un projet d'investissement durable dans l'agriculture. Les tensions intrafamiliales et entre générations se sont accrues - les parents restés au village pouvant préférer louer, mettre en gage ou même « vendre » des parcelles à des migrants - et elles se sont répercutées sur ces derniers.

La gestion politique de la question foncière et l'aggravation des tensions ethniques

Face à la crise du modèle de mise en valeur agricole antérieur et, plus généralement, à la crise du modèle socio-politique qui frappait plus particulièrement les jeunes citadins, les interventions publiques dans le domaine foncier depuis les années 1980 ont d'abord été le résultat de négociations internes au sein de la classe politique ivoirienne.

Après l'échec des projets d'installation de « jeunes agriculteurs modernes », le projet pilote de Plan Foncier Rural (PFR), lancé à partir de 1989-90, visait, entre autres, à sécuriser les droits transmis ou acquis selon la « coutume ». Mais la « ré-appropriation » du projet par les dynamiques sociales et politiques locales préexistantes a provoqué plus d'incertitude dans les zones où les droits étaient le plus vigoureusement disputés entre autochtones et migrants et où les différents partis politiques avaient aussi fortement politisé la question foncière.

La loi sur le domaine foncier rural de décembre 1998 semble également relever surtout d'une logique de régulation politique interne. La loi a été élaborée sous la pression de conflits fonciers violents, non seulement entre autochtones et migrants non ivoiriens mais aussi avec les migrants ivoiriens (comme les Baoulé dans l'Ouest forestier). Dans la perspective des échéances électorales de 2000, elle a donné lieu à un grand tumulte politique et à des campagnes de presse dénonçant l'emprise foncière des étrangers. Elle ne reflète, ni les enseignements tirés de l'expérience du PFR ni, malgré son orientation « privatiste » apparente, les consignes néo-libérales (le vote de la loi est d'ailleurs intervenu quand le FMI suspendait son aide). Les différentes moutures du projet de loi indiquent assez clairement les compromis successifs auxquels il a donné lieu. L'objectif d'une taxe foncière est présent dès le « Projet de loi portant régime foncier rural » proposé en 1996 par le ministère de l'agriculture dans le sens de législation domaniale existante. Le projet de 1997, à l'inverse, établit sur la coutume - et donc sur les valeurs de « l'autochtonie » - la légitimité originelle des droits constatés et certifiés. Il exclut ainsi les non-nationaux et les personnes morales du bénéfice de la propriété. C'est enfin lors de l'examen du projet de loi, sous la pression de l'ensemble des députés, qu'est inscrite l'obligation, pour les nationaux titulaires de certificats fonciers, d'immatriculer dans un délai de trois ans pour obtenir un titre individuel de propriété.

Bien que non encore appliquée, faute de financements internationaux, la loi, ou plus précisément la perception qu'en ont eu les populations locales à travers les déclarations des politiciens locaux et nationaux pour légitimer leur action en faveur de leur électorat local, a provoqué des effets d'annonce et d'anticipation. La loi constitue ainsi un facteur aggravant mais non décisif des tensions foncières actuelles, celles-ci s'expliquant plutôt par la conjonction des facteurs structurels examinés plus haut.

Les effets induits de la libéralisation, facteurs aggravants de la crise structurelle de la ruralité

Malgré sa gravité, la crise de la ruralité et ses implications foncières n'ont pas suscité de débats particuliers chez les bailleurs de fonds, ceux-ci envisageant généralement la sécurisation des droits sous un angle technique et juridique. De fait, les politiques de libéralisation de la décennie 1990 n'ont pas véritablement abordé la dimension foncière. Cependant, en ne contribuant ni à l'amélioration des conditions de vie des ruraux (par la diversification des activités et des productions agricoles ou l'intensification de ces dernières), ni à l'endiguement de la crise urbaine dont les jeunes générations étaient les principales

victimes, les réformes libérales ont laissé le champ libre aux frustrations sociales et aux dérives ethno-nationalistes des années 1990 par la gestion politicienne de la question foncière.

C'est ainsi que la stigmatisation des exploitants migrants, et particulièrement des Burkinabès, comme boucs émissaires de la crise foncière peut apparaître comme un effet indirect de la mise en œuvre des politiques de libéralisation. En effet, l'abandon brutal et massif des politiques de soutien au secteur agricole et rural (crédit, accès aux intrants, prix garantis, appui aux coopératives, participation accrue des populations aux infrastructures sociales) et la croissance de l'insécurité économique en milieu rural ont contribué à « visibiliser » la réussite relative de ces exploitants et à cristalliser la question foncière autour de l'occupation des terres par les étrangers. Dans les régions de colonisation de l'Ouest forestier, l'hostilité déjà ancienne des autochtones vis-à-vis des migrants baoulé (considérés comme protégés par les autorités politiques) s'est doublée d'une hostilité encore plus vive à l'encontre des migrants étrangers, vis-à-vis desquels les autochtones, mais aussi les migrants ivoiriens, dépendaient désormais pour l'accès à la main-d'œuvre, au crédit (incluant la mise en gage de plantations) et pour la mise en marché du produit (de nombreux « pisteurs », traitants et transporteurs étant des migrants non-ivoiriens). Les tensions foncières entre autochtones et migrants se sont également reflétées dans le fonctionnement des coopératives.

Les catégories les plus exposées ont été les jeunes générations d'exploitants : les jeunes autochtones, car ils subissent également les conséquences de la crise urbaine ; et les jeunes exploitants migrants, car ils courent le plus grand risque de voir dénoncer les conventions foncières qui avaient été accordées aux parents auxquels ils succèdent.

Plus indirectement, l'effondrement des ressources publiques à redistribuer et l'absence d'alternative au régime clientéliste utilisé par tous les régimes successifs ont encouragé les « courtiers politiques » (chefs, élus locaux, représentants des partis, cadres citadins) à jouer la carte ethnique pour assurer leur propre ancrage local, gage de leur accès aux fonctions et aux ressources de l'État. L'argument électoral de la défense des droits fonciers que confère l'autochtonie a offert la possibilité d'une véritable « privatisation » du système clientéliste antérieur pour accéder à des ressources publiques raréfiées.

En zone forestière, la stigmatisation qui frappe les Burkinabès et l'ensemble des migrants étrangers s'est étendue aux migrants ivoiriens musulmans originaires du Nord, qui résident souvent avec les premiers pour des raisons de proximité religieuse. Ce phénomène a relâché d'une certaine manière les tensions entre autochtones et migrants baoulé partageant la même situation de décapitalisation, mais la situation de ces derniers n'en est pas pour autant sécurisée.

B. Une libéralisation à courte vue

Les déficiences dans les conditions de mise en œuvre des réformes n'ont pas permis de lever deux écueils majeurs : la persistance des blocages structurels et l'érosion du nécessaire rôle de régulation de l'État.

1. La persistance des blocages structurels

Malgré le renforcement des mesures de libéralisation et des conditionnalités et la recomposition radicale des acteurs économiques dominants, le pays a été marqué par un approfondissement de la crise économique. D'une façon générale, les mesures de stabilisation et de libéralisation n'ont pas permis d'aborder les problèmes structurels de l'économie et de la

société ivoirienne. Les épisodes spectaculaires de rétablissement des équilibres financiers (en 1985 et entre 1994 et 1998 suite à la dévaluation) n'ont pu être consolidés et la Côte d'Ivoire reste structurellement dépendante des éléments exogènes de conjoncture internationale.

Les objectifs de diversification des sources de la croissance et d'amélioration de la compétitivité de l'économie ivoirienne - notamment par la dévaluation, la baisse des coûts salariaux, la lutte contre les inefficacités de marché - mais aussi ceux d'assainissement puis de renforcement du secteur bancaire et de réorientation des investissements publics vers plus d'efficacité ne sont que très partiellement atteints. Même s'il est difficile de porter un diagnostic sur les effets des privatisations du fait du pas de temps trop court et du retournement de conjoncture depuis 1999, elles ne répondent que partiellement aux problèmes structurels. Une amélioration de la compétitivité ne peut se faire que par une baisse importante mais délicate des coûts fixes et d'un renforcement de la qualification de la main d'œuvre, jusqu'ici souhaité mais difficile à mener. Les privatisations n'ont donné lieu, en termes d'investissement, qu'à une réhabilitation des structures présentes fortement dégradées par une sous-utilisation importante liée à la crise. Elles n'ont pas suscité une mobilisation substantielle de l'épargne intérieure, comme les initiateurs de réformes et les opérations en Bourse du début des années 1990 avaient pu le laisser espérer. Enfin, les privatisations et le nouveau code des investissements n'ont pas favorisé une déconcentration du capital et l'investissement privé semble encore privilégier les secteurs protégés.

Les réformes du système bancaire ont assaini le secteur financier en difficulté et mis en place un contrôle bancaire plus rigoureux ; mais elles n'ont débouché ni sur un renforcement du tissu bancaire (au contraire puisque les banques de développement ont été fermées sans être remplacées) ni sur le financement des petites et moyennes entreprises, voire du secteur informel urbain et agricole. Les banques continuent à privilégier le financement d'activités formelles soutenues pour la plupart par des entreprises étrangères et les crédits de court terme de campagne agricole. La libéralisation commerciale a péché par manque de formation de la main-d'œuvre, par l'insuffisance de l'investissement direct étranger et par l'absence de politiques ambitieuses de financement interne qui auraient permis de stimuler la diversification des exportations.

Les investissements publics des années 1990 sont restés marqués par un volontarisme industrialiste et dualiste qui favorise toujours Abidjan au détriment du reste du pays. Tandis que les politiques ont été insuffisamment orientées vers une amélioration des conditions de vie des ménages, que ce soit par le biais d'une réallocation géographique des infrastructures ou par celui d'un soutien à la scolarisation, à la lutte contre le Sida et à l'amélioration des conditions sanitaires des populations les plus démunies.

2. La question des mises en œuvre et l'érosion du rôle de régulation de l'État

L'incapacité des mesures prises à endiguer la crise structurelle et assurer une diversification des sources de la croissance est bien souvent expliquée par une application incomplète des réformes proposées et par un processus d'ajustement inachevé. Dès lors, il suffirait d'aller plus loin dans les mises en œuvre pour que les résultats positifs se manifestent.

Il est vrai qu'au regard des objectifs de la libéralisation, les recompositions qui ont eu lieu restent inachevées. Elles n'ont pas abouti à la mise en place de marchés concurrentiels efficaces et les marchés des facteurs restent à plus d'un titre incomplets. De très nombreux problèmes de règles du jeu et de clarification des conditions contractuelles émergent et

l'insécurité devient croissante. Mais c'est précisément faire peu de cas du contexte et des régulations rendues nécessaires par le renforcement des logiques de marché, régulations qui supposent un État fort dans ses nouvelles missions. La délégitimation de l'État est une conséquence directe des réformes de libéralisation et des ajustements budgétaires. Les mesures prises ont entraîné une forte dégradation du fonctionnement des structures régaliennes de l'État (corruption, délitement de la justice, de la police et de la sécurité), une baisse de ses capacités de contrôle et une quasi-absence de politiques d'accompagnement du processus de libéralisation, pourtant indispensables au succès et à la pérennité des réformes.

Une vision dogmatique et naïve de la libéralisation et de la stabilisation des comptes publics a conduit à privilégier le court terme et les résultats comptables et financiers. L'objectif d'ajustement du train de vie de l'État et de réduction de son emprise par les privatisations s'est traduit par l'adoption d'une approche apparemment pragmatique qui consistait à considérer comme positive toute avancée, même minime, dans le processus de désengagement et dans la réduction du déficit public. Il en a résulté, en réalité, une dégradation de l'assise fiscale de l'État (le ratio recettes publiques sur PIB est passé de 30% en 1970 à moins de 20% en 2000) et une vision très parcellaire du processus, qui empêchait la prise en compte des réalités structurelles du mode de régulation de l'économie ivoirienne et de ses rigidités et créait autant d'occasions de contre-pouvoirs. Il ne s'agit donc pas de dénoncer l'application incomplète des réformes libérales mais, plutôt, l'inadaptation au contexte des modalités concrètes de leur mise en œuvre ainsi que leur incapacité à promouvoir un nouveau mode de régulation et une vision stratégique de moyen terme.

Le fonctionnement du Comité de privatisation, en marge des procédures administratives habituelles (conformément aux conditionnalités de la Banque mondiale), confirme ce manque de vision stratégique et la faiblesse du contrôle des opérations. La prédilection pour les résultats financiers de la cession des actifs publics au détriment d'une vision économique plus stratégique s'inscrit dans une vision de court terme, où les besoins de financement de l'État, privilégiés par les spécialistes de l'ajustement, s'accompagnent d'un affairisme évident. Le partage des dépouilles des sociétés publiques et para-publiques a ainsi débouché sur des recompositions d'envergure sur l'échiquier politique et économique national et un déplacement des situations de rente de la sphère du public vers celle du privé.

Ainsi, en ce qu'il heurtait de front les pratiques de redistribution clientéliste des rentes garantissant certains compromis nationaux fondamentaux (*cf.* § 1), le processus de libéralisation a simultanément induit, en retour, de nombreuses crispations à l'origine de résistances et de lenteurs dans l'application des réformes. Mais il a aussi généré de nombreux comportements opportunistes dont la toile de fond était une compétition exacerbée pour l'obtention de positions de pouvoir économique permettant de consolider les jeux politiques.

Il ne suffit pas de faire comme si « toutes choses étaient satisfaisantes par ailleurs ». Le défi apparaît bien comme celui de la synchronisation entre la libéralisation et le développement d'une régulation des marchés, qui suppose l'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles logiques d'action. Il s'agit notamment de systèmes de production adaptés au nouveau contexte des marchés, d'entreprises ayant une véritable stratégie industrielle et non pas une vision réduite à des « coups financiers », de représentations professionnelles effectives, d'un appareil d'État efficace permettant d'offrir une garantie des règles par l'existence de sanctions.

L'absence de vision stratégique au profit d'une gestion de court terme a empêché et empêche encore l'émergence d'un débat en termes de projet, qui seul serait à même de répondre aux défis d'un pays « déclassé ».

ANNEXES

TABLE DES ANNEXES

ANNEXE 1 DONNÉES MACRO-ÉCONOMIQUES, DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ÉCONOMIQUES..... 26

Graphique 1 : PIB par tête en \$ internationaux (PPA) 1960-2001

Tableau 1 : Quelques indicateurs macro-économiques 1970-2000

Tableau 2 : SMIC réel, salaire public moyen et effectifs de la fonction publique, 1985-1998

Tableau 3 : Dépense moyenne par tête et par région, 1985-1998

Tableau 4 : Contributions à la pauvreté, 1985-1998

Tableau 5 : Taux de pauvreté, 1985-1998

Tableau 6 : Données démographiques et socio-économiques sur les principales zones de production de café et de cacao en Côte d'Ivoire

Carte 1 : Taux de migration nette des migrants internes par régions (1997-98)

Carte 2 : Migrants internationaux par rapport aux résidents de la région

Carte 3 : Migrants internationaux par régions

ANNEXE 2 LES CHANGEMENTS STRUCTURELS DANS LES FILIÈRES AGRICOLES IVOIRIENNES 34

Grandeur, limites et fin du « modèle Sodé »

Tableau 1 : Évolution de la structure de marché des principales filières agricoles ivoiriennes

ANNEXE 3 DONNÉES SUR LES FILIÈRES AGRICOLES..... 40

Tableau 1 : Évolution des principales productions agricoles

Tableau 2 : Évolution des prix aux producteurs

Tableau 3 : Répartition annuelle du prix CAF cacao(FCFA/kg)

Tableau 4 : Répartition annuelle du prix CAF cacao (en %)

Graphique 1 : Evolution des productions de cacao, café, huile de palme, coton graine

Graphique 2 : Evolution des productions de caoutchouc, ananas et bananes

Graphique 3 : Offre et demande de fèves de cacao (1950 – 2001)

Graphique 4 : Evolution prix producteur en indice, cacao, café, palme, coton

Graphique 5 : Evolution des prix aux producteurs FCFA 2001, cacao, café, palme, coton

ANNEXE 4 LES MOUVEMENTS DE PRIVATISATION 46

Tableau 1 : Privatisations 1991-2001

Tableau 2 : Sociétés agro-industrielles restant dans le portefeuille de l'État

Tableau 3 : Portefeuille de l'État (au 18/09/2002)

Tableau 4 : Les Sodés créées depuis 1995

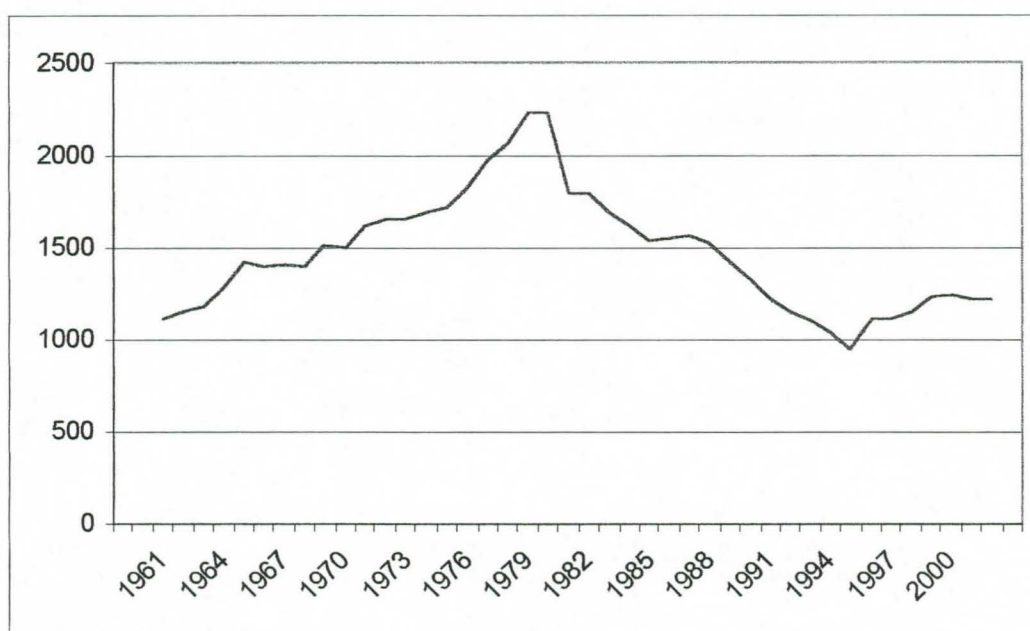
Tableau 5 : Entreprises du secteur agricole et agro-industriel privatisées de 1990 à 2001

ANNEXE 5 RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES DES AUTEURS 52

ANNEXE 1

données macro-économiques, démographiques et socio-économiques

Graphique n°1 : PIB par tête en \$ internationaux (PPA) 1960-2001



Sources : 1960-1992 World Penn Tables; 1993-2001 prolongation par les taux de croissance du PIB en volume par tête (IMF, 2000 et OCDE, 2002).

Tableau n° 1 : Quelques indicateurs macro-économiques 1970-2000.

	1970	1978	1980	1986	1993	1994	1998	2000 (b)
PIB en \$ internationaux par tête	1615	2237	1790	1558	1039	945	n.d.	
Solde budgétaire global / PIB	n.d.	8.6 (a)	8.5	-2.7	-13.5	-6.8	-2.4	-1.4
Recettes et dons / PIB	28.1	33.8	28.9	30	18.1	20.6	21.2	19.0
Prélèvements café cacao / PIB	4.2	10.4	4	4.3	1.0	5.7	4.3	n.d.
Dépenses publiques / PIB	n.d.	42.4	37.4	32.7	31.6	27.4	23.6	20.5
Solde courant / PIB	-0.6	-10.6	-18.0	-3.3	-11.0	-1.0	-4.1	-4.9
Importations / PIB	26	26	26	18	17.1	21	24.1	27.6
Exportations / PIB	34	33	30	35	24.2	37.4	35.8	40.5
Indice px cacao (base 100=1986)	33	164	127	100	42	103	122	58
Investissement brut dom. / PIB	22	30	27	11	6	11.1	16.4	12.3
Epargne domestique brute / PIB	29	29	20	21	9	22.4	22.7	19.2
Epargne nationale brute / PIB	n.d.	n.d.	9	8	-5	11.5	12.4	7.4
Dette publique / PIB	22(c)	36	43	83	142	184	94	96
Dette totale / PIB	32(c)	49	73	125	171	219	126	n.d.
Aide Publique au Dvt/PNB	n.d.	n.d.	2.2	2.4	9.7	23.1	7.8	n.d.

(a) entreprises publiques incluses

(b) estimations

(c) 1971

Sources : Penn World Tables, Berthélemy et Bourguignon (1996), BNEDT (1997), World Bank (2000), FMI (2000), Cogneau et Mesplé-Somps (2001) à partir de INS,DPS.

Tableau n° 2 : SMIC réel, salaire public moyen et effectifs de la fonction publique, 1985-1998

	1985	1993	1995	1998
SMIC Réel	135	100	99	106
Salaire moyen public réel ^(*)	178	100	79	77
Effectif fonction publique	70	100	96	89
(Effectif fonc. Pub. / pop*1000)	8.8	9.5	8.6	7.3

Source : Cogneau et Mesplé-Somps (2001) d'après Schneider (1992), FMI (1998, 2000)

Tableau n°3 : Dépense moyenne par tête et par région, 1985-1998.

Région	1985	1985	1988	1993	1998
	Dép. moy. par tête	Indice			
Urbain	314	100	64.4	54.3	50.6
dont Abidjan	376	100	71.1	59.8	53.9
Autres villes	262	100	60.5	47.7	47.6
Rural	180	100	71.1	54.7	69.4
dont Forêt Est	164	100	85.5	62.2	66.9
Forêt Ouest	252	100	51.6	42.1	57.7
Savane	143	100	79.0	60.1	87.7
Ensemble	235	100	67.4	54.9	60.6

Source : Cogneau, Mesplé-Somps (2001) d'après Jones et Ye (1997), Grimm (2000).

Tableau n° 4 : Contributions à la pauvreté, 1985-1998.

	1985	1993	1995	1998
<u>Urbain</u>	<u>18.5</u>	<u>25.7</u>	<u>26.9</u>	<u>31.2</u>
Abidjan	1.4	3.1	13.2	6.8
Autres zones urbaines	17.1	22.6	13.7	24.4
<u>Rural</u>	<u>81.5</u>	<u>74.3</u>	<u>72.8</u>	<u>68.8</u>
Forêt Est	31.0	26.0	27.0	24.9
Forêt Ouest	2.2	21.1	21.7	13.7
Savane	48.3	27.2	24.4	30.2
Ensemble	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : Cogneau et Mesplé-Somps (2001) d'après INS

Lecture : répartition des ménages pauvres par région ; en 1998, 30.2% des pauvres se trouvaient en zone savane

Tableau n°5 : Taux de pauvreté, 1985-1998.

	1985	1993	1995	1998
<i>Catégorie du chef de ménage :</i>				
Secteur agricole	-	43.8	48.5	45.8
Agriculteurs export	-	39.0	43.0	45.0
Agriculteurs vivriers	-	49.0	58.0	50.0
Travailleurs agricoles	-	53.0	36.0	36.0
Secteur informel	-	24.0	30.7	28.1
Employés privés informels	-	25.0	31.0	25.0
Travailleurs indépendants informels	-	24.0	-	29.0
Secteur moderne	-	7.1	10.9	14.2
Employés du public	-	7.0	14.0	11.0
Employés du privé formel	-	7.0	7.0	14.0
Travailleurs indépendants formels	-	7.1	-	24.0
Inactifs, chômeurs et autres	-	25.4	24.5	25.2
Ensemble	10.0	31.3	36.8	33.6
<i>Nationalité du chef de ménage :</i>				
Ivoirien	-	30.9	35.2	33.4
dont urbain	-	16.4	19.6	22.1
Etranger	-	35.4	44.7	34.3
dont urbain	-	27.0	38.8	29.6
Ensemble	10.0	31.3	36.8	33.6
<i>Région :</i>				
<u>Urbain</u>	<u>4.7</u>	<u>19.3</u>	<u>23.7</u>	<u>23.4</u>
Abidjan	0.7	5.1	20.2	11.1
Autres zones urbaines	8.0	31.2	28.6	33.8
<u>Rural</u>	<u>15.2</u>	<u>42.0</u>	<u>46.1</u>	<u>41.8</u>
Forêt Est	15.2	38.9	41.0	46.6
Forêt Ouest	1.6	38.2	50.1	24.5
Savane	25.9	49.4	49.4	54.6
Ensemble	10.0	31.3	36.8	33.6

Source : Cogneau et Mesplé-Somps (2001) d'après INS.

Lecture : proportion de ménages pauvres dans chaque catégorie ; en 1998, 54.6% des ménages de la zone savane pouvaient être considérés comme pauvres

Références bibliographiques citées

BERTHELEMY, J.-C., F. BOURGUIGNON (1996), *Growth and crisis in Cote d'Ivoire*. Washington, D.C., World Bank, 240 p.

BNEDT (1997), *Statistiques macro-économiques*, République de Côte d'Ivoire, 90 p.

COGNEAU D., MESPLE-SOMPS S. (2001), « La Côte d'Ivoire : la fin du mirage ? » document révisé, document préparé originellement pour le programme de travail « L'Afrique émergente », Centre de développement, OCDE, 130 p.

FMI (1998), *Côte d'Ivoire : Selected Issues and Statistical Appendix*, IMF Staff Country Report n°98/46, 106 p.

FMI (2000), *Côte d'Ivoire : Selected Issues and Statistical Appendix*, IMF Staff Country Report n°00/107, 106 p.

GRIMM M. (2001) « Macroeconomic Adjustment, Socio-demographic Change, and the Evolution of Income Distribution in Côte d'Ivoire », document de travail DIAL, n°DT/2001/12.

JONES, C. et X. YE (1997), *Issues in Comparing Poverty Trends Over Time in Côte d'Ivoire*. Policy Research Working Paper 1711, World Bank, Washington D.C.

OCDE (2002) *Africa Outlook*, Centre de développement, OCDE, Paris.

SCHNEIDER H. et al. (1992), *Ajustement et équité en Côte d'Ivoire*, Centre de Développement, OCDE, Paris.

WORLD BANK (2000), *World Development Indicators*, CD-ROM.

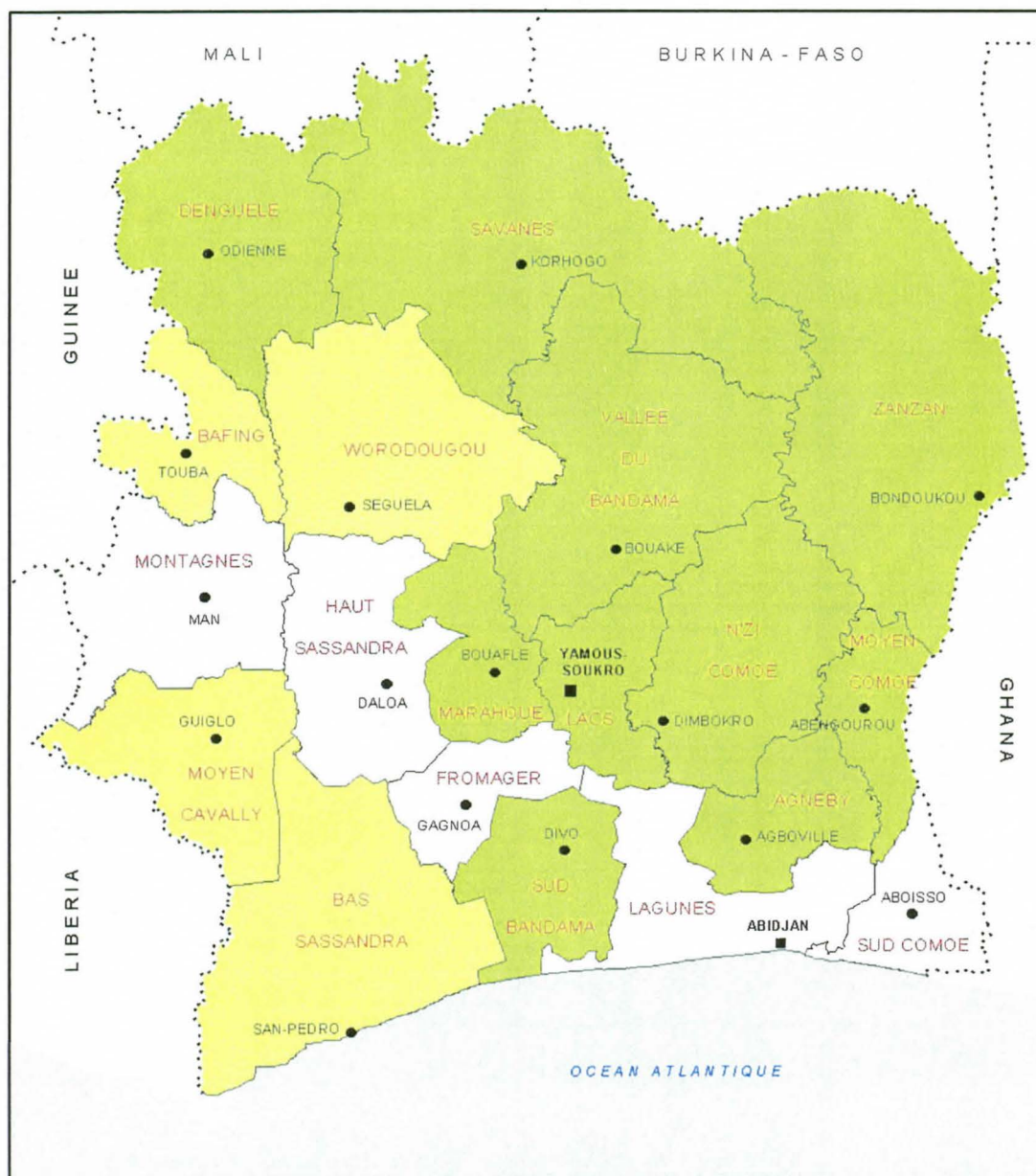
Tableau n°6 : Données démographiques et socio-économiques sur les principales zones de production de café et de cacao en Côte d'Ivoire

Régions par type de milieu (a)	Populat. totale (b)	Densité totale (b)	Taux urbani- sation (b)	Taux accroissement populat. totale (b)	Ethnies des Ivoiriens résidents (% des ethnies autochtones à la région en gras) (b)						Non Ivoiriens (%) (b)	Production et part nationale (c)	
					Akan	Krou	Mandé nord	Mandé sud	Voltaïques	Naturalisés		café	cacao
Forêt. Région administrative des Lagunes													
Départ ^t . d'Abidjan	3125890	1464,5	95,8	3,7	1014941	367928	445262	161257	205714	21064	29	18000 8,1%	29100 3,4%
Autres départ ^{ts}	607523	de 87,3 à 37,7	de 6,7 à 33,3	de 2,1 à 4,7 selon départ ^t	325618 53,60%	20697 3,41%	24488 4,03%	12854 2,12%	20130 3,31%	2503 0,41%	de 26 à 43,5	4400 2%	32500 3,7%
Total	3733413	272,7	83,7	3,6	1340559 35,91%	388625 10,41%	469750 12,58%	174111 4,66%	225844 6,05%	23567 0,63%	29,6	22400 10,1%	61600 7,1%
Forêt. Régions administratives de l'Est													
Moyen Comoé	394758	57,5	31,9	2,6	163790 41,49%	4998 1,26%	15761 3,99%	2001 0,51%	32815 8,31%	2351 0,60%	43,4	10100 4,6%	68800 8%
Sud Comoé	459487	67	32,6	3,2	182677 39,76%	11899 2,59%	27257 5,93%	5469 1,19%	21295 4,63%	2908 0,63%	45	23500 10,6%	21500 2,5%
Agneby	525211	57,3	35,5	1,6	337295 64,22%	8610 1,64%	23786 4,53%	4467 0,85%	19580 3,73%	2080 0,40%	24,5	13900 6,3%	39000 4,5%
Forêt. Régions administratives de la zone du Centre-Ouest													
Sud Bandama	682021	62,9	22,0	2,9	179191 26,27%	149767 21,96%	51867 7,60%	11876 1,74%	37189 5,45%	2297 0,34%	36,5	12400 5,6%	114600 13,2%
Fromager	542992	78,8	31,2	2,5	126437 23,29%	119261 21,96%	52817 9,73	44805 8,25%	33415 6,15%	3166 0,58%	29,6	5700 2,6%	86200 9,9%
Haut- Sassandra	1071977	71,6	25,5	3,8	238062 22,21 %	188571 17,59%	124799 11,64%	72748 6,79%	65264 6,09%	5060 0,47%	34,9	42300 19,1%	165700 19,1%
Marahoué	554807	63,8	28,7	3,1	147802 26,64%	9252 1,67%	44173 7,96%	179374 32,33%	36301 6,54%	9845 1,77	22,4	17600 7,9%	49900 5,7%
Forêt. Régions administratives de la zone Sud-Ouest													
Bas Sassandra	1395251	53,3	19,3	7,5	436905 31,31%	164542 11,79%	75564 5,42%	41511 2,98%	74478 5,34%	6324 0,45%	42,9	12100 5,5%	131600 15,2%
Moyen Cavally	508733	36,1	22,2	6,0	84216 16,55%	143469 28,20%	33167 6,52%	36315 7,14%	24357 4,79%	3348 0,66%	36,0	11200 5%	41300 4,8%
Côte d'Ivoire	15366672	47,8	42,5	3,3	4782586 31,12%	1447064 9,42%	1872699 12,19%	1142127 7,43%	2001637 13,03%	88373 0,58%	26	221500 100%	868000 100%

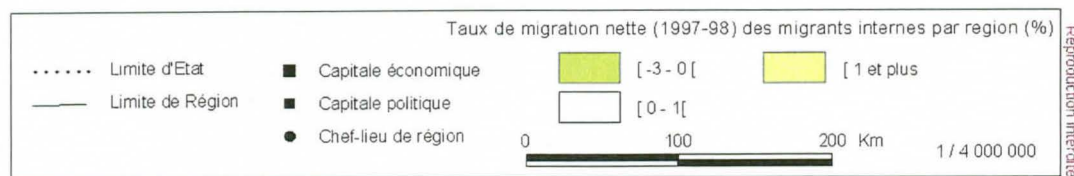
(a) Régions reconnues en 1999 (b) Source : Institut National de la Statistique. 1998. Premiers résultats définitifs du RGPH-98. Ces premiers résultats ne distinguent pas la population rurale dans la répartition par ethnie et nationalité. (c) Source : Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales, 1989. Depuis la réforme de la Caisse de stabilisation en 1991, nous ne disposons pas de statistiques récentes sur la répartition régionale de la production de café et de cacao, auparavant établies à partir des « lettres de voitures » délivrées aux transporteurs de produit.



Carte 1 : TAUX DE MIGRATION NETTE (1997-98) DES MIGRANTS INTERNES PAR REGION



Source : RGPH 98



Edition Juin 2001

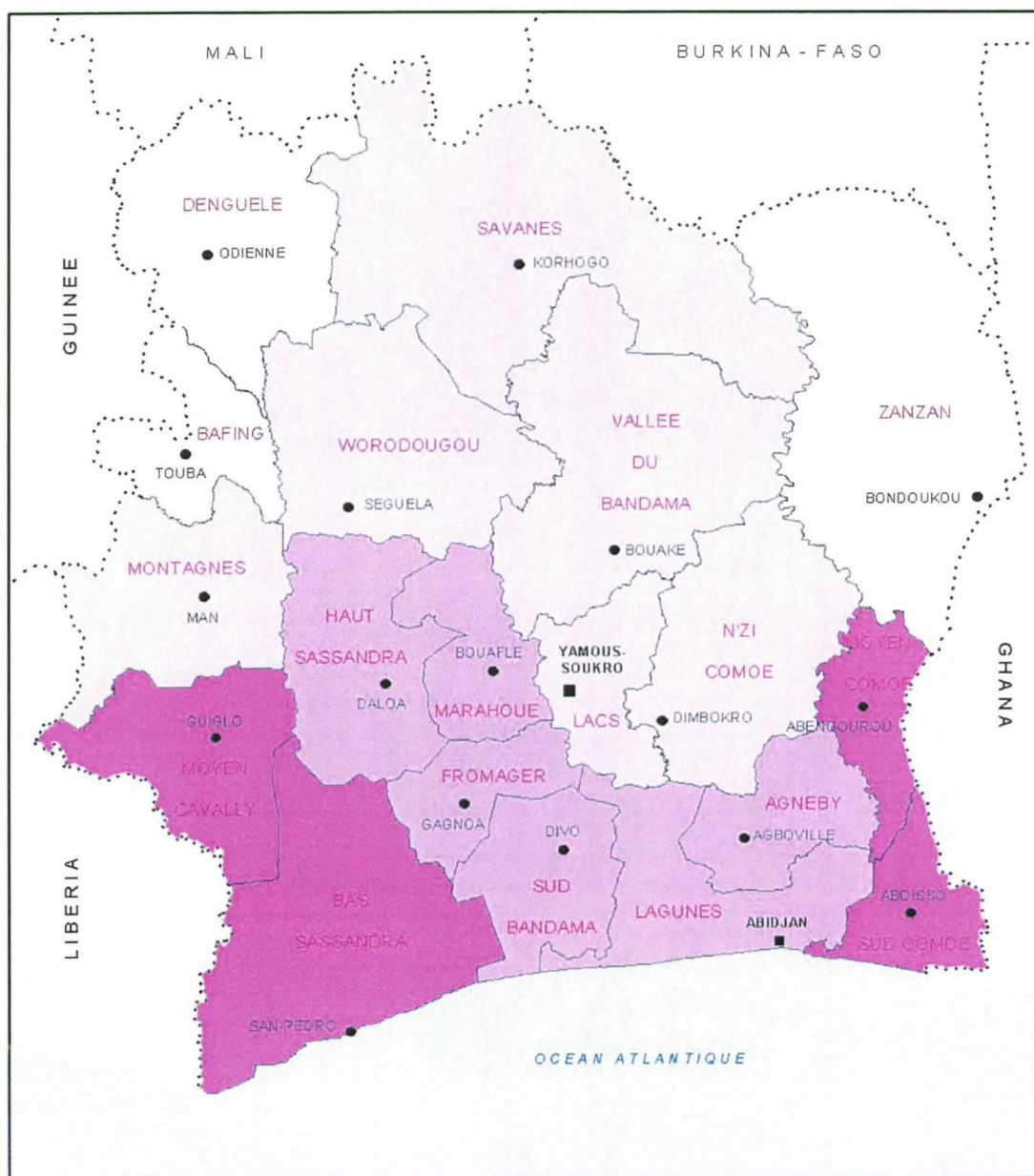
Réalisation : I N S, Division Cartographie Tel (225) 20 21 40 08 / 20 21 05 38 / 20 21 51 87 Fax (225) 20 21 44 01

Nota : « migrants internes », migrants nationaux et étrangers venant d'autres régions

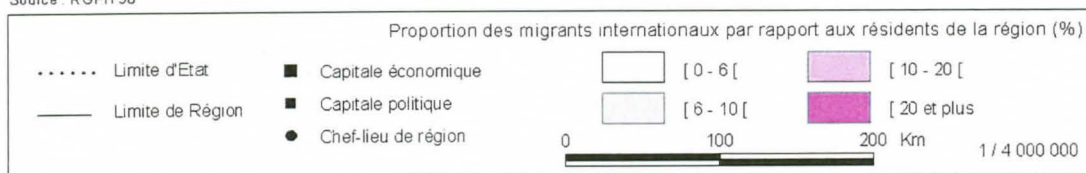
« migrants internationaux », migrants venant de l'étranger



**Carte 2 : MIGRANTS INTERNATIONAUX
PAR RAPPORT AUX RESIDENTS DE LA REGION**



Source : RGPH 98

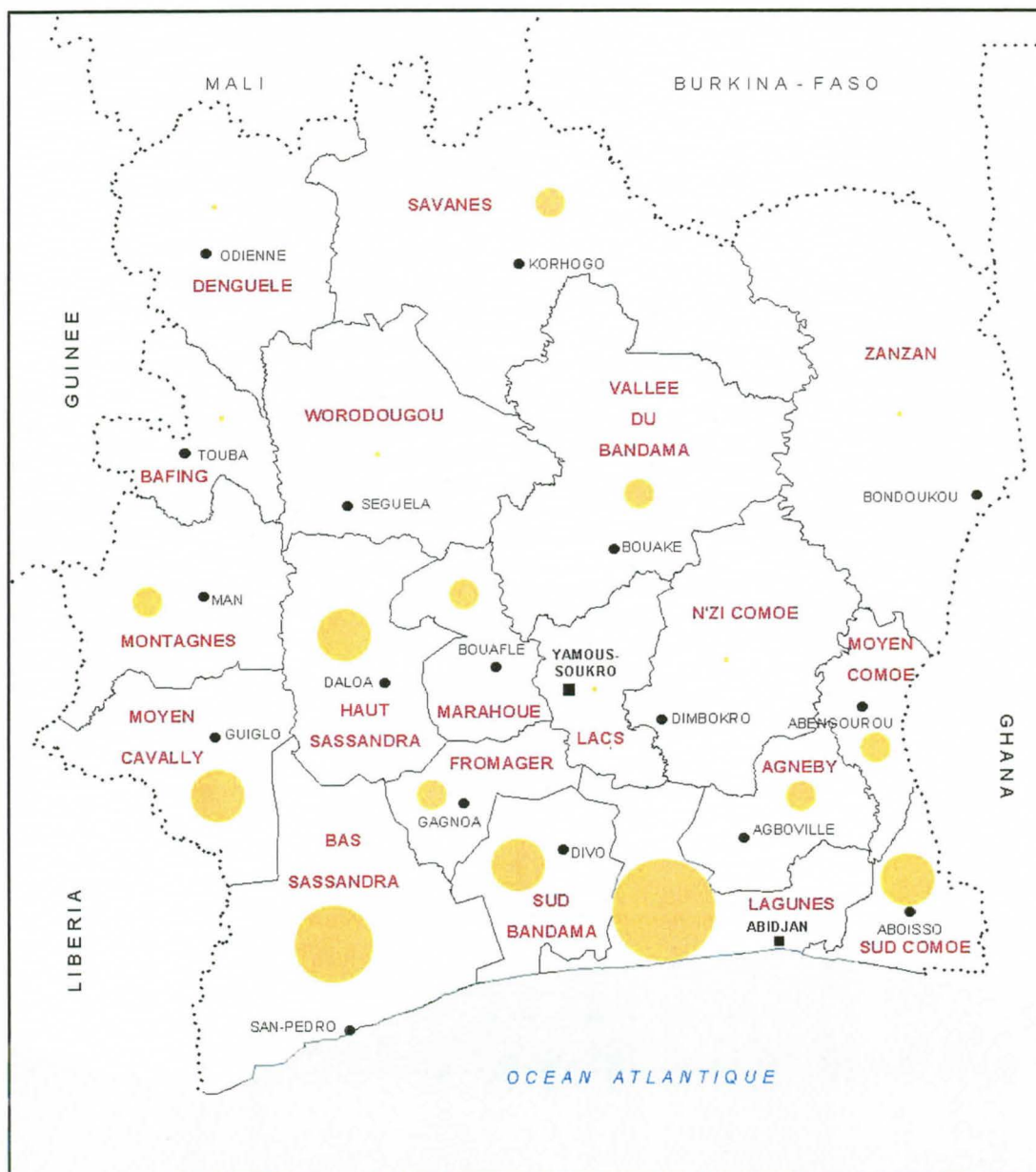


Reproduction interdite

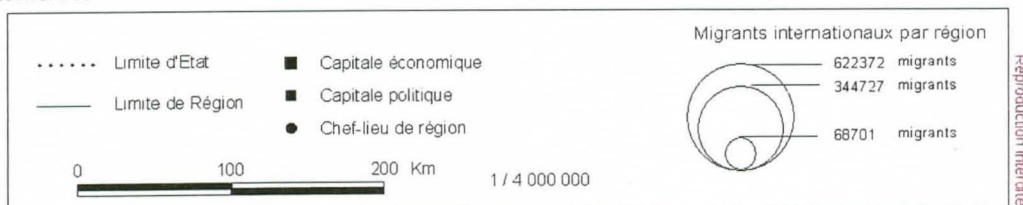
Edition Juin 2001



Carte 3 : MIGRANTS INTERNATIONAUX PAR REGION



Source : RGPH 96



Edition Juin 2001

Réalisation : I.N.S. Division Cartographie Tel (225) 20 21 40 08 / 20 21 05 38 / 20 21 51 87 Fax (225) 20 21 44 01

ANNEXE 2

les changements structurels dans les filières agricoles ivoiriennes

Grandeur, limites et fin du modèle Sodé

La construction d'une agriculture duale marquée par l'interventionnisme public

L'analyse de la libéralisation des filières agricoles ivoiriennes et de son impact impose de mettre les événements des années 1990 en perspective avec l'effort de modernisation promu par l'État colonial puis l'État ivoirien à compter des années 1950. Ce rappel sur la longue durée est nécessaire pour prendre la mesure des changements, tant dans leur dimension concrète et opérationnelle que dans leur dimension idéologique en matière de conception du développement économique.

Les fondements

Le schéma de développement agricole ivoirien est en effet le produit direct d'une vision planificatrice du développement où il s'agissait de promouvoir la mise en valeur des ressources locales par l'implantation de nouvelles cultures, l'accroissement des productions et de leur transformation locale qui, en permettant une augmentation de la valeur ajoutée nationale, des liaisons inter-sectorielles et des exportations, alimentaient la croissance globale.

Ce schéma de diversification est entièrement marqué par l'idéologie de la modernisation. Face aux rigidités de l'agriculture paysanne « traditionnelle », il reposait sur la mise en œuvre de systèmes de production nouveaux, modernes, articulant directement les résultats de la recherche agronomique avec des dispositifs de vulgarisation spécialisés. Basé sur l'intensification pour l'augmentation des rendements, il s'est appuyé sur la création de sociétés d'intervention publiques spécialisées : les sociétés de développement (ou "Sodé"), bénéficiant du concours direct (y compris au capital) des bailleurs de fonds. Fonctionnant comme des entreprises privées mais sous tutelle et contrôle de l'administration, ces sociétés étaient en charge de pallier toutes les incomplétudes des marchés des facteurs et de certains services publics en prenant en charge les fonctions de conseil technique, de crédit, d'approvisionnement, parfois la commercialisation et la transformation des produits, ainsi que certaines infrastructures rurales (routes mais aussi logement, éducation et santé des travailleurs).

La particularité de la configuration ivoirienne provient d'une imbrication totale entre recherche et développement, directement issue du projet colonial de mise en valeur, qui s'explique par le maintien - après l'indépendance - des différents instituts de recherche français spécialisés par plante. Ces instituts deviennent alors l'interface organique d'un encadrement agricole qui adopte, dans cette logique, une orientation sectorielle par grandes filières.

Cette conception planifiée du développement se traduit par une segmentation de l'agriculture ivoirienne. L'agriculture « traditionnelle », basée sur des cultures alimentaires largement auto-consommées associées en zone forestière à des cultures commerciales d'exportation, reste très largement majoritaire. Elle correspond d'abord aux secteurs du café et du cacao qui conservent leur organisation antérieure : des petits planteurs, une commercialisation privée issue du système de traite colonial, une caisse de stabilisation (établie en 1955), dont les prérogatives de gestion sont renforcées avec la mise en place d'un système de prix administrés et de quotas répartis entre les exportateurs privés. L'encadrement des agriculteurs,

confié à une Sodé historique (la *Satmaci* créée dès 1958) reste à la marge. Le secteur des cultures alimentaires dites vivrières, malgré plusieurs velléités d'organisation (avec une éphémère *Soderiz*), apparaît comme le parent pauvre de l'action de l'État puisque son orientation vers le marché intérieur et l'importance de l'autoconsommation lui confère un statut subalterne dans les priorités d'investissement public.

Parallèlement, de nouvelles filières de production sont créées de toutes pièces et basées sur une intégration verticale confiée à une Sodé avec deux variantes : une variante agro-industrielle, justifiée par les économies d'échelle et imposée par des choix techniques lourds privilégiant les grosses capacités de traitement des récoltes - cette variante repose sur des blocs industriels de plantations, dotés d'infrastructures de transformation et d'équipements sociaux d'accompagnement, avec d'éventuelles plantations dites "villageoises" encadrées et établies en périphérie ; une variante « paysannale », où il s'agit d'inclure la production des agriculteurs dans une organisation de filière intégrée. Le premier cas correspond typiquement au palmier et au cocotier dotés d'une *Sodepalm* (créée en 1963) avec l'appui de l'*IRHO*, ou encore à la canne à sucre avec la *Sodesucre* (1971) et l'appui de l'*Irato* ; le second cas correspond au coton avec la *CFDT* puis la *CIDT* (1974), avec l'appui de l'*IRCT*, ou à la *Sodepra* (1970) pour les productions animales avec l'*IMVT*.

Enfin un troisième type, plus marginal mais proche du précédent, concerne les quelques secteurs d'exportation spécialisés qui existaient avant l'indépendance et qui connaissent une évolution spécifique. Ce sont les cas des filières banane et ananas, de l'hévéaculture et des agrumes à essence, où les grands capitaux coloniaux se sont investis dans les années 1950. Dans ces secteurs, l'attitude des pouvoirs publics est plus hésitante : tentative de créer un dispositif étatique (exemple de la *Sodefel* créée en 1968 pour les fruits et légumes avec l'*Ifac*), association avec les intérêts privés, puis délégation des activités d'encadrement à ceux-ci, comme dans le secteur hévéicole, où la *SAPH*, devenue d'économie mixte par appel à l'État, deviendra maître d'œuvre du développement sectoriel pour le compte de l'administration.

Les résultats

Ce schéma de développement a, d'évidence, obtenu d'importants succès techniques. La création de toutes pièces de nouveaux secteurs et leur développement rapide ont souvent été utilisés comme preuves de réussite, d'autant plus que la différence était aisément mesurable par rapport à la stagnation de nombreux autres pays de la région voire du continent. Ces résultats étaient particulièrement visibles sur le plan industriel par le développement de l'intégration aval avec l'apparition ou la consolidation d'une industrie textile, des corps gras et du broyage du cacao.

Néanmoins, la création de situations de monopoles sectoriels, avec parfois une vocation d'encadrement régional, s'est traduite par une perte d'efficacité et des compétitions entre Sodés pour le contrôle des agriculteurs ; et le coût excessif des choix retenus, tant par leur conception que par le recours massif à l'assistance technique, imposait une aide étrangère et des crédits abondants, des protections intérieures élevées, l'accès privilégié à certains marchés extérieurs mais aussi à une main-d'œuvre peu coûteuse originaire des pays voisins. A cet égard, les complexes sucriers sont un exemple fameux. Pourtant, en termes de bilan sectoriel global et en regard de l'objectif de diversification initial, les nouvelles filières intégrées n'ont pas réussi à réduire le poids écrasant du cacao. Dans les années 1990, malgré le contre-coup d'une baisse spectaculaire des cours qui réduit leur poids relatif, le cacao et le café « pèsent » encore plus de 40% des exportations totales et le bois 10%, alors que les nouvelles filières

restent en dessous de 10%. En revanche, les cultures alimentaires, globalement délaissées par les pouvoirs publics à l'exception du riz, ont réussi à suivre l'explosion de la demande urbaine (multipliée par 6 entre 1960 et 1990) sur la base des initiatives paysannes, à l'exception... du riz.

Surtout, cette option moderniste partielle (par rapport à la masse des agriculteurs), basée sur l'intégration de quelques secteurs, a été mise en œuvre au détriment du développement des marchés de facteurs et de l'ensemble des exploitations agricoles. Car, au-delà de leur réussite technique circonscrite, les filières intégrées ont empêché de fait l'émergence d'opérateurs privés pour l'approvisionnement, le crédit, le conseil technique. La grande prudence liée à la crainte du pouvoir politique vis-à-vis des organisations de producteurs s'est traduite par leur cantonnement dans un rôle marginal. Des groupements à vocation coopérative ne sont créés qu'en 1974 et ne sortiront pas de cette « vocation » limitée avant 1998. Cette situation empêche leur implication dans la prise en charge de certaines fonctions amont et aval de la production.

Enfin, et au bout du compte, la charge de ce développement agricole « encadré » par l'État a largement été supportée par les agriculteurs eux-mêmes, via les systèmes de prix administrés (ceux des Sodés comme ceux de la Caisse de stabilisation). En effet, le niveau des prix aux producteurs garantis par l'État (le plus souvent par décret) est le résultat résiduel du prix international amputé de toutes les charges de structure : les coûts d'investissement et de fonctionnement des Sodés dans le cas des filières intégrées ; les frais de commercialisation des opérateurs privés négociés avec les pouvoirs publics dans le cas du café et du cacao, auxquels s'ajoutent les prélèvements de stabilisation qui financeront en période ¼ du budget global de l'État (et jusqu'à 70% du budget d'investissement en 1977). Le poids de la fiscalité et de la parafiscalité ramène la rémunération des producteurs de café et de cacao à moins de 50% de la valeur export (49% en moyenne entre 1968 et 1990) et le coefficient de protection nominal tombera même jusqu'à 0,3 à la fin des années 1970.

La mise en œuvre du programme de libéralisation

Le gouvernement ivoirien avait très tôt anticipé le besoin d'assainissement du secteur public et mis en œuvre une réforme de son mode de gestion dès 1980, marquée par la suppression ou la restructuration d'un certain nombre de Sodés (avec notamment changement de statut, de sociétés d'État à celui d'établissements publics). Mais la lenteur et les ruses de ces premières mesures n'ont pas permis d'éviter l'entrée dans la phase de restructuration véritable qui débute au tournant des années 1990. Celle-ci va avoir deux composantes : la normalisation du système « d'encadrement » et de recherche agricole et les privatisations.

La normalisation mise en œuvre sous la pression directe de la Banque mondiale a pour but de sortir du système de la filière intégrée articulant Sodé et institut de recherche. Les premières réformes ont lieu à compter de 1988 sur la base des résultats d'un projet expérimental de vulgarisation agricole (PVA), reposant sur le système dit de « formation et visites », qui sert de référence à une restructuration profonde de tous les services agricoles dans le cadre du Projet national d'appui aux services agricoles (PNASA), lancé en 1989. Ce projet normalise les fonctions d'encadrement et vise à supprimer progressivement les monopoles sectoriels et territoriaux des Sodés.

Le processus s'effectue en plusieurs étapes : la *Sodepalm* est dissoute en 1988 et remplacée par une éphémère *CIDV* qui intègre la *Sodefel* en 1991 avant d'être absorbée elle-même par

l'*Agence nationale de développement rural (Anader)*, société d'économie mixte à participation minoritaire de l'État créée en 1993 dans la droite ligne du PNASA. L' *Anader* absorbe d'autres Sodés historiques (*Sodepra*, *Satmaci*) et obtient le monopole de l'appui agricole et pastoral. Cette concentration du dispositif est l'occasion de concrétiser le désengagement de l'État, puisqu'elle s'accompagne d'une réduction drastique des effectifs (moins 2500 postes et moins 25% en coûts de fonctionnement). Seul le secteur forestier, où le lobby technique est solide, réussit à conserver un dispositif spécifique avec la *Sodefor* qui redevient même société d'État. Ce retrait de l'État s'accompagne d'une réforme des coopératives fin 1997 qui sort le système ivoirien du statut provisoire qui était le sien. Les GVC deviennent coopératives à part entière dans un délai de deux ans.

Parallèlement, la recherche connaît aussi une recomposition radicale. Les instituts français, qui avaient conservé la pleine propriété de toutes leurs installations jusqu'en 1984, voient leur patrimoine dévolu à l'État ivoirien. L'*Irat* et l'*IMVT* deviennent alors l'Institut des savanes (*Idessa*) et de recherches zootechniques (*IRZ*), pendant que les autres instituts restent sous mandat de gestion du Cirad jusqu'en 1991 où ils deviennent alors l'*Idefor* (Institut des forêts). L'ensemble est fusionné dans le nouveau *CNRA* (Centre national de la recherche agricole) en 1998 avec un statut d'économie mixte (État 40%).

Quant aux privatisations, elles s'effectuent à un rythme soutenu à compter de 1994 qui correspond à la date du changement politique et monétaire. Les fleurons du modèle Sodé sont le plus souvent vendus « par appartements » avec des conventions de cession prévoyant des missions d'appui résiduelles aux agriculteurs et de nouvelles règles du jeu sectoriel. La participation publique dans la *SAPH* est cédée en 1994, les anciens périmètres maraîchers de la *Sodefel*, la *SOGB* et le domaine hévéicole de l'État en 1995, *Palmindustrie* en 1996, la *Sodesucre* en 1997 et, enfin, les 2/3 de la *CIDT* en 1998 (cf. annexe 4).

En ce qui concerne le cas particulier du secteur café-cacao, le monopole de la Caisse de stabilisation (Caistab) dans la régulation de la filière a subi une érosion progressive tout au long de la décennie : les barèmes de prix administrés sont supprimés en 1991 et remplacés par trois prix de référence ; les quotas d'exportation sont abrogés et le prix au producteur devient indicatif en 1995, puis entièrement libre pour le café en 1997 et pour le cacao en 1999. La Caistab est officiellement dissoute en janvier 1999 mais renaît aussitôt sous le nom de Nouvelle Caistab en avril pour finalement dépérir dans la libéralisation totale et « anticipée » de la filière cacao en août 1999.

**Tableau 1 : Evolution de la structure de marché
des principales filières agricoles ivoiriennes**

Système d'offre		Situation de référence		Situation actuelle	
Concentration	Nbre d'UPF	Structure	Opérateurs	Structure	Opérateurs
Offre atomisée Café-cacao	800.000	oligopsonne privé d'exportateurs + monopole public	Sifca, Jag, Dafci, Shac, Cipexi (...) Caistab	oligopole privé asymétrique	ADM-Sifca, Cargill Barry-Callebaut Cémoi, (...)
Coton	160.000	monopole mixte	CIDT	oligopole privé avec monopsones régionaux	LCCI Ivoire Coton CIDT nouvelle (en attente privatisation)
Offre mixte (PV + PI) Palmier Cocotier	25.000 8.000	monopole public "	Palmindustrie "	oligopole privé asymétrique avec monopsones régionaux	Palm-CI Palmafrique Sipef
Hévéa	10.000	oligopole privé mixte Etat	CCP SAPH, SOGB Domaine hévéicole Etat	oligopole privé	CCP,SAPH,SOGB,TRCI Saibe,CHC
Ananas	1.000	oligopole privé et Etat	(...) Sodefel	oligopole privé	SCB, CFC, FDL, Banador, (...)
Offre concentrée Banane export	0	oligopole privé	(...)	oligopole privé asymétrique	Banador, SCB, (...)
Sucre	0	monopole public	Sodesucre	duopole	Sucrivoire, Sucaf

ANNEXE 3

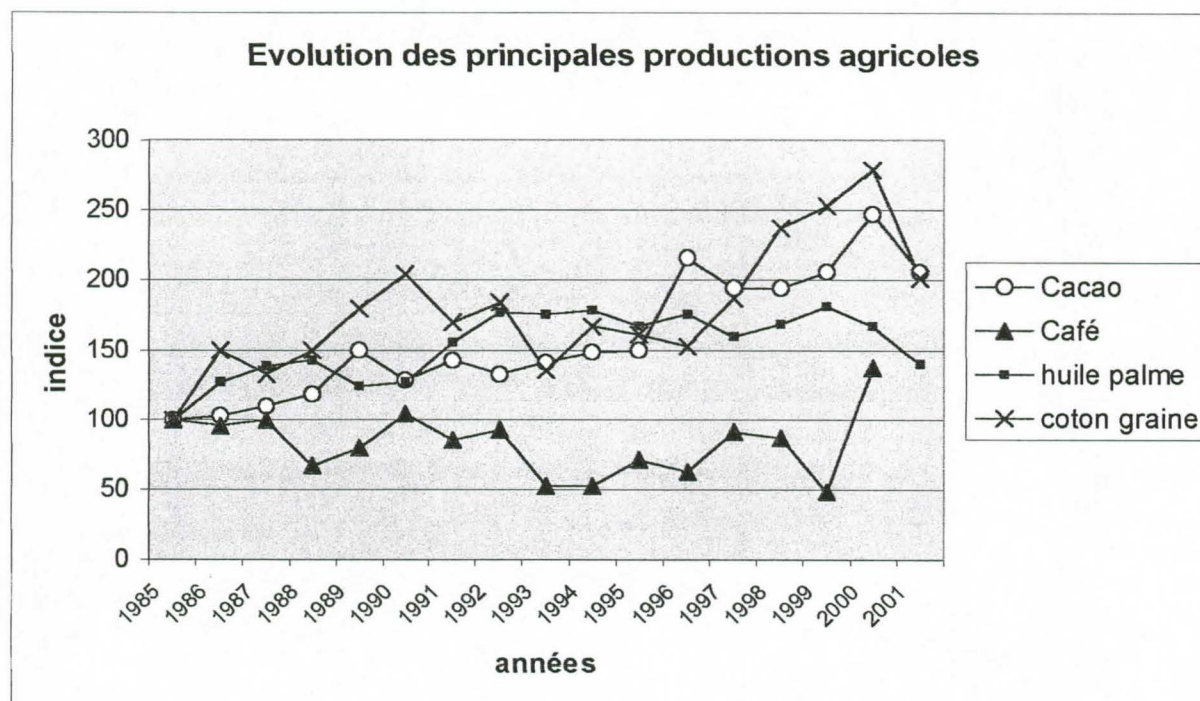
données sur les filières agricoles

Tableau 1 : Evolution des principales productions agricoles
(en milliers de tonnes)

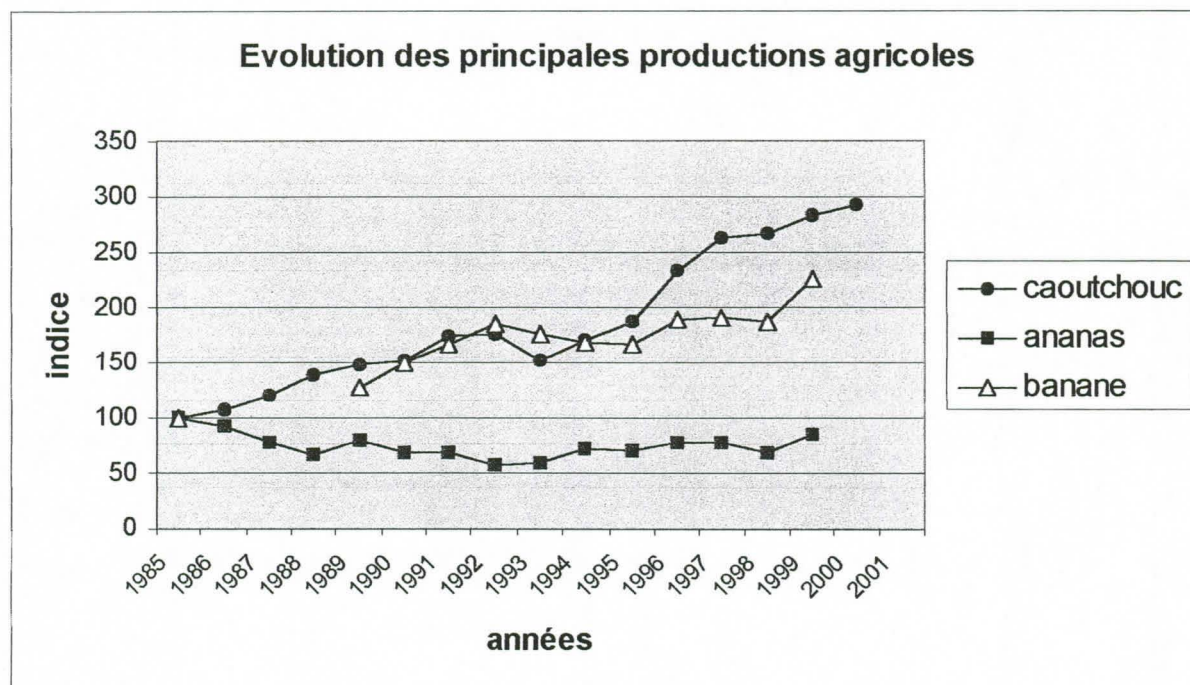
	Cacao	Café	Huile de palme	Coton Graine	Caoutchouc sec	Ananas	Banane export
1985	565	277	146	142	41	294	114
1986	580	265	186	212	44	273	-
1987	620	276	202	189	49	227	-
1988	674	187	208	214	57	196	-
1989	849	220	181	256	61	232	146
1990	725	290	185	291	62	200	172
1991	804	239	228	242	71	201	191
1992	747	257	259	261	72	170	211
1993	800	146	257	193	62	174	200
1994	840	148	261	238	70	210	192
1995	850	196	244	230	77	206	191
1996	1220	175	256	217	96	228	216
1997	1099	253	233	265	108	229	217
1998	1100	240	246	337	109	201	214
1999	1160	135	264	360	116	252	257
2000	1400	379	243	395	120	-	-
2001	1160	-	205	287	-	-	-

Sources : BNEDT, Banque mondiale, Cirad

Graphique n°1 : Evolution des productions de cacao, café, huile de palme, coton graine



Graphique n°2 : Evolution des productions de caoutchouc, ananas et bananes



Graphique n°3 : Offre et demande de fèves de cacao (1950 – 2001)

Source : Dorin 2002, d'après ED&F Man

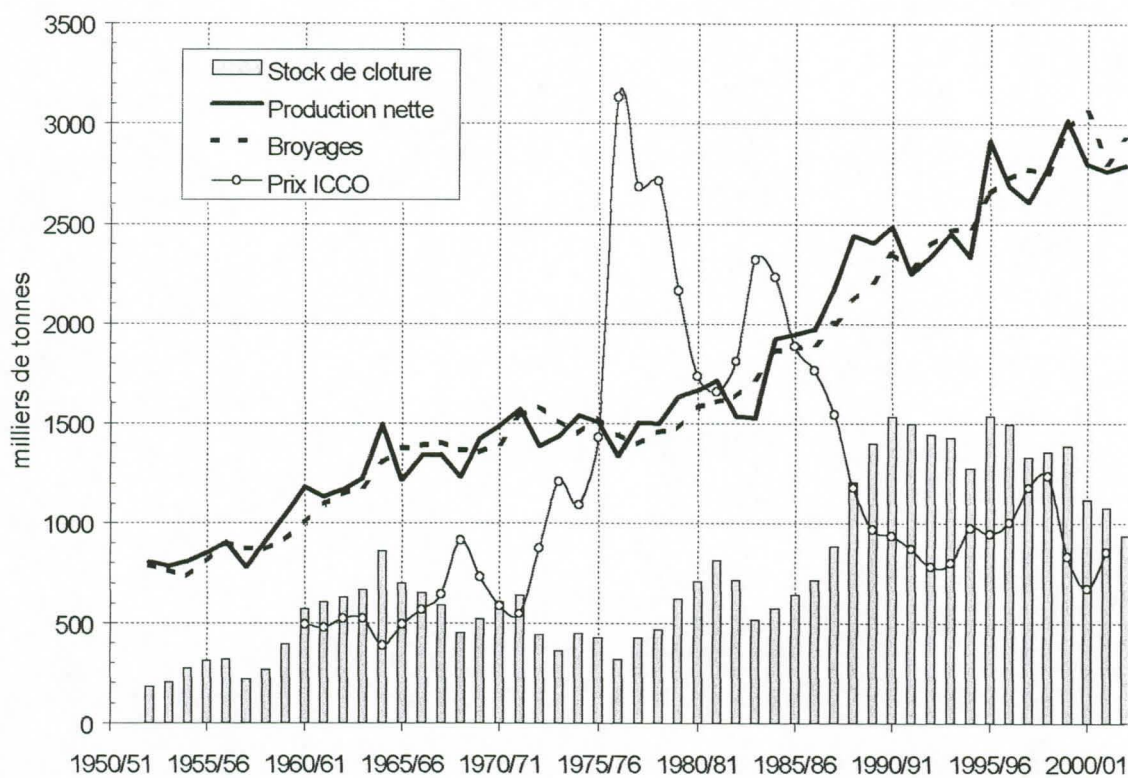
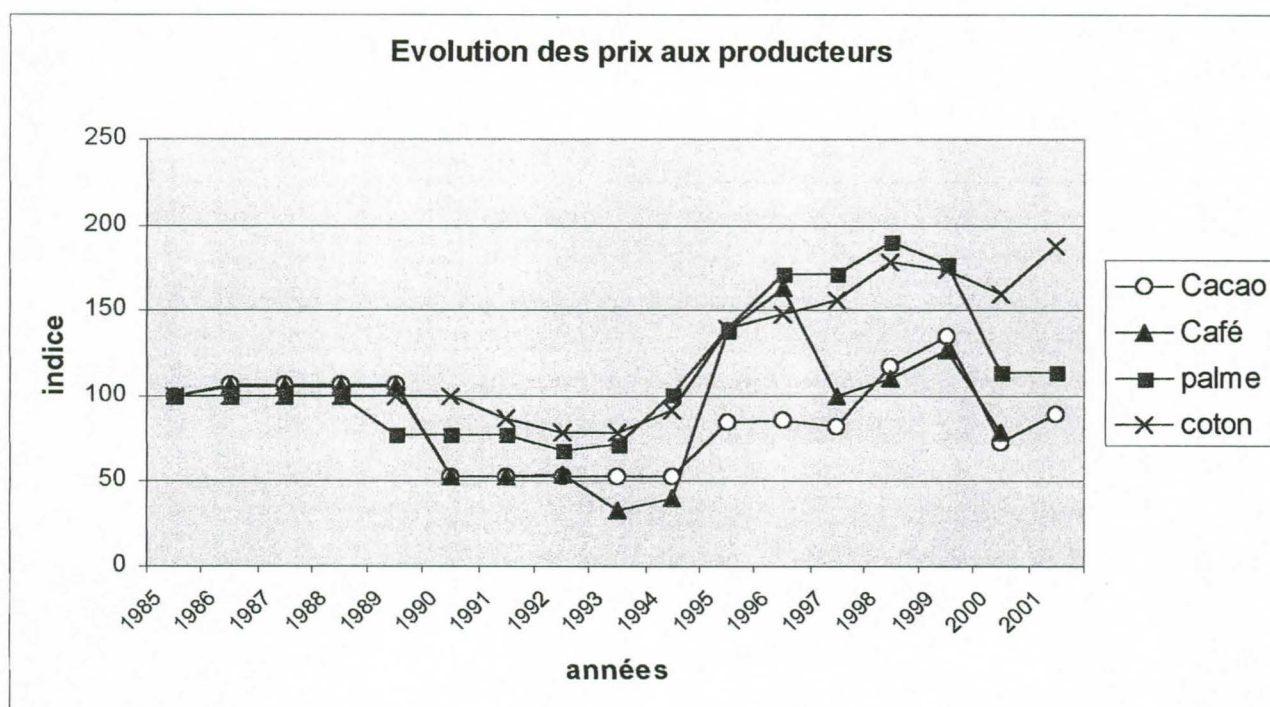


Tableau 2 : Evolution des prix aux producteurs
(FCFA Courants/kg)

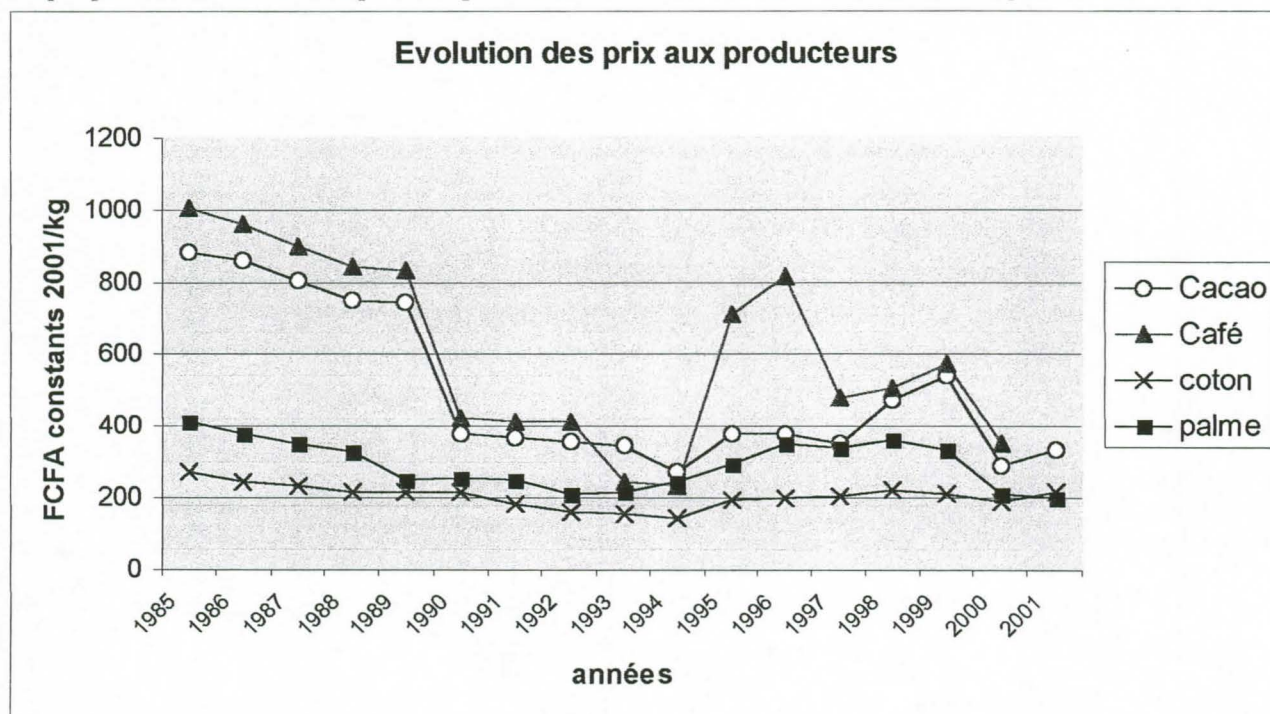
	Cacao	Café	Palmier régime	Coton graine	Caoutchouc sec
1985	375	426	17,5	115	213
1986	400	448	17,5	115	175
1987	400	448	17,5	115	175
1988	400	448	17,5	115	175
1989	400	448	13,5	115	175
1990	200	224	13,5	115	165
1991	200	224	13,5	100	148
1992	200	232	12	90	138
1993	200	140	12,5	90	120
1994	200	170	17,7	105	219
1995	315	590	24,5	160	458
1996	320	695	30	170	443
1997	310	425	30	180	373
1998	438	470	33,4	205	223
1999	504	538	31	200	185
2000	275	337	20	183	-
2001	333	-	20	216	-

Sources : BNEDT, Banque mondiale, Cirad

Graphique n°4 : Evolution prix producteur en indice, cacao, café, palme, coton



Graphique n°5 : Evolution des prix aux producteurs FCFA constants 2001, cacao, café, palme, coton



Nota : pour le prix du régime de palme, valeur par 10 kg

Tableau 3 : Répartition annuelle du prix CAF cacao en FCFA/kg

Campagnes	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99	1999/2000	2000/01
Valeur CAF	729	768	909	948	594	712
Prélèvements	246	276	260	180	149	180
Etat		190	189	150	140	157
Profession		86	71	30	9	23
Marges commerciales	163	182	211	264	170	199
exportateurs		135	153	154	116	117
"traitants"		47	58	110	54	82
Producteurs	320	310	438	504	275	333

Source : Observatoire café-cacao du Bnetd

Tableau 4 : Répartition annuelle du prix CAF cacao en %

Campagnes	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99	1999/2000	2000/01
Valeur CAF	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Prélèvements	33,7	35,9	28,6	19,0	25,1	25,3
Etat		24,7	20,8	15,8	23,6	22,1
profession		11,2	7,8	3,2	1,5	3,2
Marges commerciales	22,4	23,7	23,2	27,8	28,6	27,9
exportateurs		17,6	16,8	16,2	19,5	16,4
"traitants"		6,1	6,4	11,6	9,1	11,5
Producteurs	43,9	40,4	48,2	53,2	46,3	46,8

Source : Observatoire café-cacao du Bnetd

ANNEXE 4

les mouvements de privatisation

Tableau 1 : Privatisations 1991-2001

	Nombre de sociétés	Valeur des cessions	
			<i>millions FCFA</i>
1991	1	0	
1992	3	2 130	
1993	3	1 588	
1994	7	10 335	SAPH (5455)
1995	14	32 710	SOGB (19154)
1996	9	49 462	PALMINDUSTRIE (39145)
1997	11	142 261	CI-TELCOM (105000), PALMINDUSTRIE (8302), SODESUCRE (24915)
1998	7	6 280	
1999	6	23 241	Cessions résiduelles (14340 : NESTLE, SGBCI, ELF, SHELL, SOGB)
2000	2	5 840	BIAO-CI (5600)
2001	0	0	
	63	273 847	

Source : Comité de Privatisation, septembre 2001.

Tableau 2 : Sociétés agro-industrielles restant dans le portefeuille de l'Etat

26/09/2002 <i>millions FCFA</i>	PFP %	Capital	Capital Etat	Chiffre d'affaire 2000	Chiffre d'affaire 2001	Résultats 2000	Résultats 2001	Dividendes 2000	Dividendes 2001
1 ARECA	100								
2 ANADER	35	500	175	2 571	597	-619	-474		
3 ARCC	100	200	200		3 782		-87		
4 CIDT	99,9	7 200	7 193	52 114		-4 000			
5 COTIVO	14	3 600	504			-2 622			
6 ERG	47,66	2 999	1 429						
7 HEVEGO	70	10	7	825	740	18	-3		
8 MOTORAGRI	95	500	475	131	697	-1 481	-1 119		
9 PALMAFRIQUE	30	5 715	1 714	5 755		-2 637			
10 PALMCI	15	20 000	3 000	43 991	35 967	-3 561	-8 868		
11 SAPH	8,48	16 149	1 369	20 116	17 311	-1 264	-1 889		
12 SIPEF-CI	30	3 072	922						
13 SIVAC	31,47	38	12	502		-25			
14 SODEFOR	100	383	383			976	2 225		
15 SOGB	5	21 602	1 080			2 203		75	130
16 SUCAF-CI	21,23	10 600	2 250	27 327	35 929	-1 252	1 840		
17 SUCRIVOIRE	45	16 000	7 200	27 975	29 750	-1 375	2 041		
18 TRCI	20	2 000	400	6 988	8 075	-109	319		
19 UTEXI	8,48	4 685	397	10 323	10 218	-1 066	75		

Source : DPP, Annexe à la Loi de Finances 2003, août 2002.

Tableau 3 : Portefeuille de l'Etat (au 18/09/2002)

	SODE	SPFP majoritaire	SPFP min. bloc.	SPFP minoritaire	
1- Communication Etudes	ATCI BNETD INS PCI SNDI SNPECI	EDIPRESSE INIE RTI	CI-TELECOM CNRA	CEDA NEI	13
2- Hôtellerie	SPDC				1
3- Industrie				IPS-CI	1
4- Energie	ANARE PETROCI SOPIE SOGEP		SIR	CIE GESTOCI SHELL SIFAL TOTALFINA	10
5- Mines	SODEMI		FOREMI SMI	CMA	4
6- Construction Habitat		SICOGI SONITRA LBTP	AGEP	SOCOPRIM	5
7- Transport	AGEROUTE AGETU FER PAA PASP SIPF SODEXAM SONATT	SOTRA		AERIA COMARCO Nouvelle Air Ivoire OIC SITARAIL	14
8- Agro-Industrie	ARCC ARECA SODEFOR	CIDT HEVEGO MOTORAGRI	ANADER ERG SUCRIVOIRE	COTIVO PALMAFRIQUE PALMCI SAPH SIPEF-CI SIVAC SOGB SUCAF-CI TRCI UTEXI	19
9- Banques et Etablis. Fin.	CAA CECP CGRAE	LONACI	SIB	BHCI BIAO-CI BICICI SGBCI SOGEFINANCE	10
10- Autres		I2T		CI-Engineering MGB SODECI	4
Nombre total	26	12	10	33	81
Nb privatisables	1	10	6	13	30

* contentieux sur la participation de l'Etat

** filiales (tout ou partie) de SODE

en grisé : les entreprises figurant sur la liste des sociétés à privatiser

source : Direction des participations et de la prévision, Bernard Contamin

Tableau 4 : les Sodés créées depuis 1995

Nouvelles réglementations	Autonomisation services administratifs ou EPN
AGEROUTE	CAA
AGETU	CESP
ANARE	CGRAE
ARCC	FER
ARECA	INS
ATCI	PCI
SIPF	SNDI
SOGEPE	SODEXAM
SOPIE	SONATT
	SPDC

Commentaires :

L'étude de 1995 sur les entreprises publiques avait recensé un total de 86 sociétés, dont 12 Sodés, et 74 sociétés d'économie mixte.

Si l'effectif total a peu varié (de 86 à 81), sa structure est très différente. Le nombre de sociétés à participation publique inférieure à 100% a diminué, passant de 74 à 55. C'est la conséquence directe des mouvements de privatisation.

Par contre le nombre de Sodés a plus que doublé depuis 1995 : il est passé de 12 à 26. Et compte tenu de la disparition de 5 Sodés depuis 1995 (Air Ivoire, CSSPPA, Palmindustrie, Sitram, Sodesucre), le nombre de création de nouvelles Sodés est de 19 en 7 ans.

Cette augmentation s'explique principalement par deux mouvements :

- d'une part le développement des nouvelles réglementations sectorielles générées par la libéralisation et la privatisation,
- d'autre part le renforcement de l'autonomie de certaines fonctions assurées jusqu'alors par des services de l'administration ou des établissements publics nationaux (EPN).

Tableau 5 : Entreprises du secteur agricole et agro-industriel privatisées de 1990 à 2001 *Version provisoire (21/09/2002)*

	Secteurs	Année Priv.	PFP % actuel	Observations	
1	CHOCODI	Cacao	1995	0	Difficulté d'exécution de la convention (RAP CP 99, p.31)
2	SACO	Cacao	1995	0	Difficultés d'exécution de la Convention (RAP CP 99, p.31)
3	CAPRAL-NESTLE	Café	1993	0	OPVE et personnel. Etat a conservé 8,7%. Fusion avec NOVALIM, création de NESTLE-CI.
4	SICOR	Cocotier	1994	0	OPV en Bourse. Contrôle par OCTIDE.
5	CIDT Lot Nord-Est	Coton	1998	0	Attribution du Lot au consortium L'Aiglon, Rivaud (Bolloré) et Shorex Inv.
6	CIDT Lot Nord-Ouest	Coton	1998	0	Attribution du Lot au consortium IPS et Reinhart.
7	NESTLE-CI	Divers	1999	0	Cession en Bourse de 5,71%. ?
8	NOVALIM-NESTLE	Divers	1993	0	Cession 7,8% à CAPRAL. Fusion avec CAPRAL et création de NESTLE-CI.
9	CEIB	Elevage	1991-1998	0	Défection du premier repreneur (CDC, Cie JVL). Achat par NEMBEL-INVEST
10	SIPRA	Elevage	1996	0	Reprise par GUYOMARC'H, principal actionnaire.
11	COMPLEXE ANGUÉDEDOU (TRCI)	Hévéa	1995	20	Reprise par TRCI (TROPICAL RUBBER CI).
12	COMPLEXE BETTIE	Hévéa	1995	0	EUROFIND (70%), Cadres (20%), personnel (10%)
13	DHE CAVALLY	Hévéa	1996	0	CDC (75%), Privés nationaux (23%), personnel (2%)
14	SAPH	Hévéa	1994	8,5	OCTIDE (45,26%), SIPH (35,38%), Etat (10%), CFD, DEG, CDC (2,85% chacun), divers (0,81%)
15	SOGB	Hévéa	1995	14,8	BE.FIN* (60%), Privés ivoiriens (16%), Etat (14,8%), Michelin (5,2%), personnel (4%)
16	TRCI (TROPICAL RUBBER)	Hévéa	1995	20	ex-Complexe Anguédédou. SAPHIC (48%), GMG Investment (32%), Etat (20%)
17	COSMIVOIRE	Huile de palme	1993	0	Actionnaires de COSMIVOIRE
18	PALMAFRIQUE	Huile de palme	1996	30	Ensemble Centre-Est de l'ex-PALMINDUSTRIE.SAFIPAR. Projet de céder 15%.
19	PALMCI	Huile de palme	1996, 2000	15	Ensemble SO de l'ex-PALMINDUSTRIE. "Opérateurs privés". Cession de 15% en 2000.
20	Palmindustrie	Huile de palme	1996	0	Liquidation.

Tableau 5 (suite)

21	PHCI	Huile de palme	1997	0	Sté UNILEVER BLOHORN (82,8%), administrateurs (16,9%), personnel (0,3%)
22	TRITURAF	Huile de palme	1997	0	Sté UNILEVER BLOHORN 73%), CFDT (14%), Actionnaires privés (11%), personnel (2%)
23	PFCI	Pêche	1995	0	PFSA (67,9%), Billon P. (15%), Amichia R. (0,8%)...
24	RIZERIES D'ETAT	Riz	1995	0	ex-SODERIZ. Transferts SOPRORIZ ?
25	COMPLEXE MARABADIASSA	Sucre	1994	0	Appel d'offre infructueux en 1993. Vente en novembre 1994 à SICAFCA.
26	SODESUCRE Complexes Borotou et Zuenoula	Sucre	1997	45	Lot B repris par SUCRIVOIRE. 25% portés par l'Etat doivent être cédés.
27	SODESUCRE Complexes Ferké 1 et 2	Sucre	1997	45	Lot A repris par SUCAF-CI. 25% portés par l'Etat doivent être cédés.
28	SUCAF-CI	Sucre	2000	21	SUCAF HOLDING SA (55%), Etat (20%), public ivoirien (20%), employés lot B (sic) (5%)
29	SUCRIVOIRE	Sucre	1997	45	SIPARAL et IVOIREL Lim.* (55%), Etat (20%), public ivoirien (20%), employés (5%)
30	COMPLEXE SINEMATIALI	Vivrier	1995	0	Repris en 1997 pour défaut de paiement. Mise en vente en 98, choix SICOSI en 99. Finalisée ?
31	FILTISAC	Divers	1993	0	Cession de 24,41% via la BVA
32	SBB (Société des Brasseries de Bouaké)	Divers	?	0	Part SOCIPEC de 11,13%. Gestion par SOLIBRA.
33	SEPBA (Soc. d'Expl. du Parc à Bois d'Abidjan)	TransportDistribution	1999	0	? (à vérifier)
34	SHAD (Société Havraise de Distribution)	TransportDistribution	1999	0	? (à vérifier)
35	SOCEF (Soc. Constr. Et Exp. Frigo., PAA)	TransportDistribution	1998	0	Reprise par OMNIUM TROPICAL.

* BE.FIN : CIC (62,5%), SFI (18,75%), PROPARCO (12,5%), CCP (6,25%)
 SUCAF HOLDING SA : BGI, Matignon Investissement et Gestion, Sucreries et raffineries d'Erstein.
 SIPARAL et IVOIREL Lim. : SIFCA, HAREL FRERES LIMITED (Ile Maurice)

ANNEXE 5

références bibliographiques des auteurs

- Chauveau J.-P., 2002, « La loi ivoirienne de 1998 sur le domaine foncier rural et l'agriculture de plantation villageoise : une mise en perspective historique et sociologique » In : FAO, *Réforme agraire* (2002/1) : 62-78.
- Chauveau J.-P., 2002, *Une lecture sociologique de la nouvelle loi sur le domaine foncier rural. Formalisation des "droits coutumiers" et contexte socio-politique en milieu rural ivoirien* ». IRD, Montpellier, Travaux et documents Réfo n°6, 45 p.
- Chauveau J.-P., 2000, « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. Les enjeux silencieux d'un coup d'État ». In : *Politique Africaine* (78) : 94-125.
- Bosc P.-M., Chauveau J.-P., Affou Y. S., Fian A. et D'Aquino P., 1996. *Évaluation de l'opération pilote de Plan Foncier Rural*. Ministère de l'Agriculture et des ressources animales - Cirad-Sar, Abidjan - Montpellier, 401 p. plus annexes.
- Contamin B., 2002, *Le portefeuille de l'État ivoirien*. Programme PAAFIE, MEFI-DPP, Abidjan - MAE, Paris, 37 p. plus annexes.
- Contamin B., Losch B., 2000, « Côte d'Ivoire : la voie étroite ». In : *Politique Africaine*, (77) : 117-128.
- Contamin B., 1999, « La compétitivité des économies africaines : observations à partir du cas ivoirien ». In : Gabas J.-J. (Ed.), *L'Union européenne et les pays ACP*, Karthala, Paris, pp. 305-334.
- Contamin B., Faure Y.A., 1990, *La bataille des entreprises publiques en Côte d'Ivoire*. Karthala - Orstom, Paris, 369 p.
- Contamin B. et Memel-Fôté H. (Eds.), 1997, *Le modèle ivoirien en question. Crises, ajustements, recompositions*, Karthala-Orstom, Paris, 802 p.
- Losch B., 2002, « Global restructuring and liberalisation: Côte d'Ivoire and the end of international cocoa market? ». In : *Journal of Agrarian Change*, 2 (2) : 206-227.
- Banégas R., Losch B., 2002, « La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion ». In : *Politique Africaine*, (87) : 139-161.
- Losch B., 2001, *Identification d'un programme de formation pour les responsables professionnels agricoles du secteur café-cacao en Côte d'Ivoire*. Ministère des Affaires étrangères, SCAC d'Abidjan, Programme OPA, Cirad, Mpl, 15 p. plus annexes.
- Losch B. (coord.), 2000, « Côte d'Ivoire, la tentation ethnonationaliste ». In : *Politique africaine*, (78) : 5-156 (n° spécial).
- Losch B., 2000, « Coup de cacao en Côte d'Ivoire : économie politique d'une crise structurelle ». In : *Critique internationale*, (9) : 6-14.

Losch, B., 2000, « L'impasse ivoirienne ». In : Observatoire permanent de la coopération française. *Rapport annuel 2000*. Karthala, Paris, pp. 201-212.

Grimm M., Guénard C., Mesplé-Somps S., 2002, « What has happened to the Urban Population in Côte d'Ivoire Since the 1980s? An Analysis of Monetary Poverty and Deprivation Over 15 Years of Household Data », In : *World Development*, vol. 30 (6), june.

Cogneau D., Mesplé-Somps S., 2001, *La Côte d'Ivoire : la fin du mirage ?*, document révisé, document préparé originellement pour le programme de travail « L'Afrique émergente », Centre de développement, OCDE, 130 p.

Tapinos G.-P., Hugon P., Vimard P., (Dir.), 2002, *La Côte d'Ivoire à l'aube du XXI siècle ; défis démographiques et développement durable*. Karthala, Paris, 498 p.